

MONTRÉAL, LE SAMEDI 13 AVRIL 1985

NÉO-NAZISME



**nouvelles
frontières**

Paris «L'INDÉPENDANT»

AVION + CITROËN LNA II, 3 semaines toutes taxes et assurances incluses,
livrée Paris centre-ville

600\$ jusqu'au 28 juin,
et à compter du
25 août

630\$ du 21 juillet
au 24 août

650\$ du 29 juin
au 20 juillet

Base double — Taxes en sus

288-4800

1130, boul. de Maisonneuve e.
H3A 1M8

La photo impubliable?

LES PHOTOS DE

la presse

Robert Mailloux



Non, le chef de pupitre ne me trouva pas drôle du tout quand je lui dis que cette photo était la seule que j'avais réussi à prendre lors de la clôture du Téléthon de la paralysie cérébrale 1985. Je crus même qu'il allait me passer par la fenêtre jusqu'à ce qu'il voie l'autre photo (en médaillon), plus respectueuse de la personne de l'animateur et qu'il s'empressa de mettre en page pour le journal du lendemain.

Mais, savez-vous quel intervalle sépare ces deux clichés ? Trois négatifs sur la pellicule, donc environ deux secondes, juste le temps qu'il fallait à Serge Laprade pour se débarrasser de ce serpent venu on ne sait d'où.

Donc, la prochaine fois que vous verrez un photographe de presse flanqué de deux appareils motorisés, ne pensez pas qu'il s'agit de paresse de sa part. Dites-vous plutôt que cet

équipement peut parfois lui permettre de réussir « la photo impubliable ». Je la soumetts néanmoins aux lecteurs de LA PRESSE-PLUS... non sans une certaine appréhension.

Fiche technique

Appareil: Nikon F3 motorisé
Objectif: 24 mm
Flash: Metz 45 Ct4
Ouverture: F/5,6
Pellicule: Tri-X (400 ASA)



L'idéologie néo-nazie est présente au Canada

« Jamais les nazis n'ont tué 6 millions de Juifs... Les chambres à gaz n'ont pas existé... Toute cette histoire n'est qu'une invention des Juifs pour extorquer des indemnités et construire Israël... Il existe un complot juif international pour mener le monde... »

Ce genre de discours a beaucoup été entendu, ces derniers temps, à propos du procès de Ernst Zundel, à Toronto. Ils peuvent sembler anachroniques, tant ils ressemblent aux discours



Gloria Escomel

tenus par les nazis. Zundel a perdu son procès. Mais d'autres procès vont commencer bientôt, au Canada, contre des individus qui diffusent de semblables aberrations.

« Car, explique Manuel Prutchi, directeur national des relations communautaires du Congrès juif canadien, le racisme idéologique a conduit au génocide de 6 millions de Juifs et de plusieurs autres minorités. Pour que cette idéologie haineuse puisse continuer à se répandre et à plaire, il faut logiquement qu'elle nie l'holocauste de la Deuxième Guerre mondiale, qui a démontré à quelles extrémités elle pouvait conduire. »

Peut-on parler d'existence de groupes néo-nazis au Canada? « Il n'y a pas de mouvement qui se réclame ouvertement du nazisme, du moins dans ses publications — explique le professeur Irving Cotler, spécialiste en droit international à l'université McGill — mais on peut voir percer l'idéologie nazie à plusieurs constantes de leur idéologie: la négation de l'holocauste, la fable d'un complot juif international, des concepts racistes envers les Juifs, les Noirs, les Jaunes, la



Le professeur Irving Cotler voit percer l'idéologie nazie à plusieurs constantes de leur idéologie.

notion de « pureté de la race », entre autres. »

Aux États-Unis, pullulent des groupes ou des sectes qui cherchent à justifier la haine raciale par des propos plus délirants encore, et d'ordre « métaphysique », comme nous l'apprend un reportage du New York Times du 27 décembre 1984: la création de l'État d'Israël est un des signes de l'Apocalypse... les Juifs sont les descendants de Satan... il faut défendre la chrétienté contre l'influence de l'antéchrist (le complot juif international). « *The Silent Brotherhood* », ou *The Aryans Nations*, ont démontré avoir des relations avec le Parti nazi américain et le Ku Klux Klan, particulièrement violents comme on le sait. Mais on connaît moins l'étendue de ces réseaux, aux fils tellement enchevêtrés qu'on croirait un filet qui s'étend sur le monde, et jus- qu'au Canada.

C'est pourquoi le Congrès juif et le B'nai B'rith se tiennent au courant des activités de ces extrémistes. Arthur Hless, directeur de la Ligue des droits du B'nai B'rith, est particulière-



Gilles Gervais (photo) n'a pas répliqué à certaines accusations de Arthur Hless.

ment informé à ce sujet. C'est grâce aux recherches du B'nai B'rith que l'on peut débrouiller les écheveaux suivants.

Le labyrinthe

On ne sait trop par lequel commencer, mais comme ils finissent par se recouper tous... il suffit de bien s'accrocher et de ne pas se perdre dans le labyrinthe. Vous tenez le fil? Allons-y.

Au Canada, prenons, par exemple, *The Canadian League of Rights*, dirigée par Ron Gostick: elle ne se présente pas comme un organisme raciste, mais diffuse des publications niant l'holocauste et défend le droit des Canadiens-anglo-saxons-chrétiens-monarchistes contre tous ceux qui restent en dehors de cette définition (francophones inclus). La *Canadian League of Rights (CLR)* s'est portée à la défense de Jim Keegstra, lorsqu'il a été congédié, en janvier 1983, pour avoir enseigné à ses élèves du secondaire que l'holocauste n'avait jamais eu lieu et que les Juifs avaient tout inventé pour extorquer des in-



Lyndon Larouche, chef du Parti ouvrier américain, tient le même discours que Zundel et Keegstra.

demnités qui leur avaient permis d'obtenir Israël. L'affaire Keegstra, — dont le procès commença en avril 1985 — est très caractéristique. Ce professeur d'histoire, maire d'Eckville (Alberta), a été sommé à plusieurs reprises de « cesser d'enseigner ses opinions biaisées », ce qui ne l'a pas empêché de continuer jusqu'à son congédiement. Et même après, au cours d'entrevues qu'il accorde à la presse et à la télévision, en mai 83. Membre du Crédit social, Keegstra obtient l'appui de deux vice-présidents du Parti national, aussitôt exclus par le président, Martin Hattersley. Lorsque 18 mois après, des pressions réussissent à réintégrer Keegsta et ses deux défenseurs, c'est le président qui présente sa démission, déclarant: « Nous ne voulons pas succéder au Parti nazi allemand ». Pendant que la défense de Keegstra s'organise, on veille à ce que ses anciens élèves obtiennent une vision plus exacte de l'histoire: quelques-uns seront même envoyés visiter quelques camps de la mort hitlériens, dont Dachau. Ron Gostick, qui

avait fourni une abondante « documentation » à Keegstra, et qui s'était même présenté devant ses étudiants pour leur parler de la nouvelle constitution canadienne comme « faisant partie du complot communiste de Trudeau », reste actif dans la défense de l'ancien professeur. Ce sont essentiellement des membres de la CLR qui composent la *Christian Defence League*, groupe qui se forme pour appuyer Keegstra et « défendre les fondements du christianisme menacé par le complot juif international.

Négation de l'holocauste

Ron Gostick avait déjà fondé, en 1950, un *Canadian Intelligence Service*, qui avait publié plusieurs livres et brochures, dont *The International Jew* et *Know your enemy* (les Juifs, of course...) sur les thèmes du complot « sioniste-communiste-financier » et de la négation de l'holocauste. Cette « littérature de fiction » très spéciale est distribuée par des associations comme *The Christian Action Movement* et *The Canadian anti-communist League*, et celles dont nous avons déjà parlé, ontariennes.

En mai 1983, les pare-brise de voitures de Saskatoon sont ornés de circulaires émanant de la *Canadian League of Rights*, aux propos si haineusement anti-sémites, que la Commission des droits de l'homme de Saskatchewan prend rapidement des mesures pour en condamner la violence. Elle sera publiée telle quelle, en août, dans un hebdo de Washington qui tire à 350 000 exemplaires, *The Spotlight*. Hasard? Non: le directeur de recherche de la CLR, Patrick Walsh, figure sur les listes du bureau canadien de *Liberty Lobby*, qui publie *Spotlight*, ainsi que dans celles de la section nord-américaine de la Ligue mondiale anticommuniste, deux organisations d'extrême droite. Vous me suivez toujours dans ces sombres dédales? Attention au tournant: le *Liberty Lobby* diffuse des idées antisémites et antinoires à travers une multitude d'autres revues et journaux américains et il est en contact avec un *Institute of Historical Review*, situé à Torrance, en Californie. C'est là le centre de diffusion le plus important des idéologies nazies en Amérique du Nord, sorte de plaque tournante avec les mouvements néo-nazis européens. Son directeur, David McCalden (dont le pseudonyme est Lewis Brandon) est un membre actif du *Britain's Neo-fascist National Front*.

Photo

La photo de la première page fait voir des jeunes néo-nazis américains qui participent à une manifestation. *White Power*, c'est le nom du journal du Parti nazi américain.



Le danger n'est pas écarté à jamais

C'est lui qui a assuré la distribution aux États-Unis et au Canada anglais d'un livre, *The Rumor of Auschwitz*, traduit du français, et dont l'auteur, Faurisson professeur à l'Université de Lyon, a déjà perdu trois procès en France, pour avoir nié la réalité historique des horreurs nazies et tenu des propos haineux et faux envers les Juifs... Faurisson a néanmoins été l'un des témoins à la défense les plus importants au procès d'Ernst Zundel, à Toronto...

Point de départ

Et puisque nous voici ramenés à notre point de départ — Zundel — rappelons que celui-ci, en 1977, était éditorialiste d'une revue néo-nazie aujourd'hui disparue, *The White power report*, à Liverpool (Virginie de l'ouest). Sous le pseudonyme de Cristof Friedreich, il a publié aux Éditions Samisdat, de Toronto, *The Hitler we loved, and why*. Son nom figure sur les listes informatisées du groupe Aryans Nations (Américain), ainsi que ceux de Jim Keegstra et de Don Andrews. Don Andrews? Un activiste du mouvement *Western Guard*, (ouest Canadien) dont l'idéologie néo-nazie et la formation paramilitaire sont incontestables: « Représenté au Congrès nazi mondial de la Nouvelle-Orléans, en septembre 1976 par le Dr Zapparoli et John Ross Taylor », rapporte Patrice Chairoff dans son *Dossier Néo-nazisme*¹. Un autre procès imminent, d'après A. Hiess.

Est-ce tout? Hélas non. Un autre réseau raciste qui inquiète profondément l'opinion. C'est celui de Lyndon Larouche, chef du Parti ouvrier américain (US Labor Party ou American L.P.) dont le siège social est à New York, et qui est en étroite relation avec le Parti ouvrier européen et, plus près, avec le Parti pour la république du Canada.

Ancien trotskyste

Ancien trotskyste, Lyndon Larouche tient, comme ses « alliés », à peu près le même discours que Zundel et Keegstra, « mais avec des raisonnements beaucoup plus subtils, des mots codés et une argumentation financière étourdissante, qui le rend beaucoup plus dangereux que les autres », affirme Arthur Hiess, du B'nai B'rith de Montréal. « Il accuse le KGB, le FMI, le gouvernement britannique,

Henry Kissinger, Pierre Trudeau — alors 1er ministre — et le B'nai B'rith de diriger une conspiration internationale communiste et sioniste. Mais il accuse aussi les grandes banques internationales — juives, américaines ou suisses — de conduire à une politique de génocide du tiers monde, comme il accuse les écologistes et le Club de Rome

suprême de New York et sera effectivement jugé coupable, en 1980, d'avoir diffusé des idées antisémites incitant à la violence contre les communautés juives...

La « façade » du Parti ouvrier — américain ou européen — est pourtant « respectable »: une idéologie (de droite, mais se défendant bien d'être « extrémis-

« Larouchiennes » ont été distribuées ici à Montréal, aux sorties des métros Guy, Berri-de Montigny, Peel, et beaucoup d'autres — les points de vente changeaient tout le temps —: *New Solidary*, *Fusion*, entre autres — explique Arthur Hiess, articles du *Sunday Express* (juin 1984) à l'appui —. Et j'ai moi-même accusé Gilles Gervais, candidat

nazisme de Patrice Chairoff précise que la simple énumération de tous les groupes nazis américains nécessite 40 pages. Dans cet article, nous n'avons parlé que des groupes ayant une connexion au Canada. Mais il faut mentionner encore « une minuscule section de l'Union mondiale des nationaux socialistes (WUNS), le « Canadian Nazi party », dirigé (en 1977) par John Beatty. C'est au CNP que l'on peut imputer une série d'attentats à la bombe contre des synagogues et des centres culturels juifs », d'après Patrice Chairoff, qui dénonce également les « relations régulières entretenues » par les mensuels québécois *Vers demain* et *Michael Fighting* (du Mouvement du crédit social) « avec la rédaction québécoise du journal néo-nazi français *L'action européenne* ».

Le racisme haineux, l'idéologie néo-nazie sont plus étendus qu'on ne le pense. « C'est pourquoi, déclare Irvig Coler, qui a beaucoup travaillé sur la poursuite des criminels de guerre nazis devant les tribunaux, il est très important qu'on puisse faire appliquer les articles 177 et 280 condamnant la publicité haineuse, comme on l'a fait dans le procès de Zundel, et ceux, à venir de Jim Keegstra et de Don Andrews: ils rappellent au grand public que le danger n'est pas écarté à jamais, et qu'il faut s'inquiéter de cette recrudescence du nazisme dans le monde. »

Cette idéologie — faut-il le rappeler — ne menace pas « que » les Juifs, les Noirs, les Jaunes et autres minorités ethniques, mais aussi tous ceux qui « compromettent » la pureté de la race: handicapés physiques et mentaux, malades, homosexuels, etc., comme tous ceux que l'on soupçonne de « vouloir diriger le monde »: communistes pour les uns, capitalistes pour les autres, maçons, banquiers, gauchistes, écologistes, démocrates, féministes... fait finalement beaucoup de monde! N'oublions pas les propos d'Adrien Arcand, fondateur du Parti de l'unité nationale du Canada (PUNC), dont se réclamait, dernièrement, Ernst Zundel: « La démocratie, ce système archi pourri, n'est conçu que pour la racaille... » À ceux qui veulent la préserver d'être vigilants. □



photothèque LA PRESSE

Don Andrews, un activiste du mouvement *Western Guard* (ouest canadien), dont l'idéologie néo-nazie et la formation paramilitaire sont incontestables.

de vouloir paralyser l'économie mondiale avec la théorie de « la croissance zéro ».

Les idées antisémites de Lyndon Larouche, qu'il diffuse à partir de 1978, s'inspirent d'un document publié en 1903 en Russie tsariste pour justifier les pogroms juifs: *Le Protocole des Sages de Sion*, et qui est encore un des textes les plus utilisés par les antisémites. Lyndon Larouche possède son propre journal, *New Solidarity* (New York), dans lequel sont repris ces vieux thèmes. Accusé d'antisémitisme par la Ligue antidiffamation du B'nai B'rith américain, Larouche comparaitra devant la Cour

te») en faveur du développement industriel du tiers monde, des techniques de pointe, de la fusion nucléaire, de l'armement à tout prix, d'une politique nataliste pour multiplier le nombre de producteurs/consommateurs, d'une coalition antidrogue (la drogue étant un instrument d'asservissement et d'exploitation sciemment utilisé par les grandes puissances pour permettre aux pays pauvres de s'acquitter de leur dette internationale tout en abrutissant les populations pour qu'elles ne comprennent pas qu'elles sont victimes d'une conspiration mondiale); etc.

« De nombreuses publications



photothèque LA PRESSE

Jim Keegstra, professeur d'histoire et maire d'Eckville (Alberta), qui est à l'origine de ce qu'on appelle maintenant l'affaire Keegstra.

montréalais du Parti pour la république du Canada, d'être aussi antisémite que Lyndon Larouche aux États-Unis. Il s'en est bien défendu, mais il n'a pas encore trainé le B'nai B'rith en cour, pour diffamation, comme il avait menacé de le faire. En attendant, aux dernières élections fédérales, le Parti pour la république du Canada — dont Lyndon Larouche a rédigé la « Constitution » — a présenté 66 candidats. Quelques-uns ont été élus. »

Énumération de 40 pages

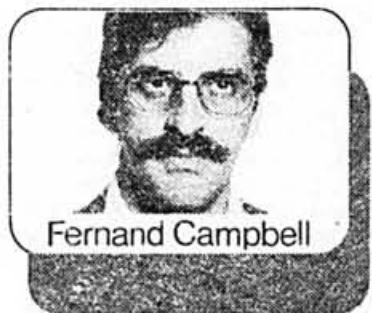
Publié en 1977, le *Dossier néo-*

¹ Patrice Chairoff, *Dossier Néo-Nazisme*, Paris, 1977, Éditions Ramsay, 468 p.

Il n'y a pas de groupes ouvertement néo-nazis au Québec



Au moment où la Commission du juge Deschênes entame son enquête publique sur la présence des criminels de guerre nazis au Canada, après les procès d'Ernst Zundel, à Toronto, et celui de James Keegstra, en Alberta, une question émerge de plus en plus d'elle-même:



Fernand Campbell

existe-t-il une filière néo-nazie active sur le territoire québécois?

Question embêtante. Il existe relativement peu d'informations fiables sur le sujet. De plus, aucune manifestation importante de néo-nazisme n'est survenue au Québec dans les récentes années. Pourtant, dans son rapport annuel de 1982, un sous-comité des droits de la personne du Conseil consultatif canadien du multiculturalisme s'inquiétait «du spectre grandissant du racisme au Canada». Il s'attardait en particulier aux activités de groupes extrémistes comme le Ku Klux Klan, qui a tenté de s'implanter dans la région de Montréal, «apparemment sans grand succès», y indique-t-on.

D'autres manifestations ont retenu l'attention, dans les semaines qui ont suivi le procès de Zundel à Toronto. À Montréal, une trentaine d'autos ont été peintes de la croix gammée, dans les quartiers de Hampstead et de Ville Mont-Royal. M. André Roussel, coordonnateur général adjoint de l'opération Tandem (surveillance des quartiers), nous a confirmé qu'une enquête a été ouverte, en collaboration avec la police. Pour l'instant, «il n'y a pas d'indices sérieux sur les auteurs présumés de tels actes de vandalisme», selon lui.

On a remarqué la publication de quelques lettres à saveur antisémite dans les journaux, sans appui ouvert à Zundel cependant. À Montréal, des étudiants, associés au Parti ouvrier nord-américain de Lyndon H. Larouche (un groupe américain recon-

nu pour ses idées très racistes mais qui ne se définit pas ouvertement comme pro-nazi), se sont activés à faire de la propagande sur les campus universitaires et à certaines bouches de métro.

Pas de filière directe mais des liens douteux

À la Commission des droits de la personne, au ministère de la Justice et chez les divers spécialistes consultés pour ce dossier, les points de vue convergent: il n'existerait pas de groupes ouvertement néo-nazis au Québec actuellement.

Ce mouvement a commencé à décliner à partir de la fin des années 60, mouvement qui se poursuit. «Le membership global de ces groupes aux États-Unis (500) a diminué d'au moins 50 p. cent depuis 1978», précise un rapport récent de l'Anti-Defamation League of the B'nai B'rith, pendant américain de la Ligue des droits de la personne (juive) B'nai B'rith (LDPBB) du Québec. Selon Manuel Prutchi, un des directeurs du Congrès juif canadien qui a étudié de près ces questions, la tendance serait similaire au Canada. «Le nombre de véritables groupes néo-nazis est très petit et relativement peu influent politiquement actuellement dans notre société.»

En fait, les heures de gloire du nazisme au Québec ont atteint leur apogée dans les années 40 et 50, avec l'apparition du Parti national socialiste chrétien d'Adrien Arcand, à la fin des années 30. Le nom a été changé pour Parti de l'unité nationale du Canada dans les années 70. Le PUNC existerait encore légalement, mais il semble moribond politiquement. Personne n'a osé prendre la relève, après la mort du président fondateur en 1967.

De son temps, Adrien Arcand fut un leader nazi très populaire, au Québec d'abord et plus tard au Canada. Son parti aurait compté jusqu'à 80000 membres à Montréal seulement, dans les années 30-40. Il a joui de l'appui de certains médias influents comme le Globe and Mail, Life Magazine, etc. «Cela allait de pair avec la prédominance du clergé et de l'éveil du nationalisme ambiant», estime Jacques Dofny, professeur en sociologie et histoire du nazisme à l'Université de Montréal.



De son temps, Adrien Arcand fut un leader nazi très populaire, au Québec d'abord et plus tard au Canada.

Zundel a bien connu Arcand, à son arrivée au pays en 1957. Ils ont étudié ensemble à l'ex-université Sir George Williams, aujourd'hui Concordia. Dans une entrevue accordée à une journaliste du McGill Daily, Zundel a révélé qu'en 1967, après la mort d'Arcand, il a hérité de «la plus grande collection de documents antisémites et pro-nazis au Canada». Ces documents lui auraient servi ultérieurement pour lancer sa maison d'édition, le Samisdat Publishers, reconnue comme une des principales sources de diffusion pour l'Europe, l'Amérique centrale et le Cana-

da, distribuant son matériel dans pas moins de 54 pays et en 14 langues.

Dans son livre «Dossier néo-nazi», publié en 1977, Patrice Chairouff soutient que le PUNC comptait encore quelques milliers de membres en 1976 et proclamait toujours son admiration pour le national-socialisme allemand et Adolf Hitler, dans son bulletin interne, *Serviam*. Selon Chairouff, le PUNC a collaboré un temps avec les catholiques intégristes de l'abbé Georges Nantes, et le Parti nationaliste de Jérôme Choquette. Il a été

fermement opposé au Parti québécois, qui venait de prendre le pouvoir, et il a rivalisé sur sa droite avec les débris du Crédit social de Réal Caouette et avec l'Institut d'action politique qui diffuse, notamment, *Vers Demain*.

Repentir et recyclage

D'autres groupes ont été associés de près à la diffusion des thèses eugénistes (purification de la race) dans les années 70: l'Institut des sciences psychosomatiques, biologiques et raciales (une création du Nouvel ordre européen d'obédience néo-nazie), dirigé alors par Jacques Beaujé-Prévoist; et le Mouvement naturiste social de Jean-Marc Brunet.

Selon un proche collaborateur de Beaujé-Prévoist, M. Robert Bélanger, ces groupes n'existent plus ou n'interviennent plus de nos jours. Leurs leaders auraient changé d'idées, regrettant «leurs erreurs de jeunesse et certains excès»... Beaujé-Prévoist préside aujourd'hui l'Ordre des naturothérapeutes du Québec, «mouvement écologique à vocation d'entraide et d'éducation», et Jean-Marc Brunet est propriétaire de la chaîne de produits naturels Le Naturiste.

Inquiétudes et vigilance

En fait, ce qui inquiète davantage plusieurs observateurs, c'est la recrudescence de l'idéologie néo-conservatrice et d'extrême-droite, plus ou moins fascinante mais pas nécessairement néo-nazie. Arthur Hiess, directeur de la Ligue B'nai Bright, parle même d'un curieux phénomène de «recyclage des ex-leaders nazis ou fascistes vers des organismes plus crédibles socialement et politiquement».

De son côté, Mike Kropweld, responsable du projet culte au Centre éducatif Hillel (pour jeunes juifs), voit d'un mauvais oeil la prolifération de sectes à Montréal (plus de 300), qu'il associe au développement de divers groupes d'extrême-droite agissant souvent sous une couverture légale (enregistrement) religieuse. Ce qui leur donnerait une immunité quasi absolue, pour oeuvrer clandestinement.

Néanmoins, tous s'entendent sur un point: il faut demeurer très vigilant, débusquer toute tentative de développer l'intolérance et le racisme, et empêcher la «bête immonde» (nazisme) de ressortir de sa tanière. □



Les Américains craignent la violence

Le 8 décembre dernier, Robert Mathews, âgé de 31 ans, fondateur du groupuscule l'Ordre, était tué lors d'un affrontement avec des agents du FBI près de Portland, en Oregon. Butler était recherché pour avoir ouvert le feu précédemment sur des agents du FBI qui, selon les journaux, enquêtent sur son organisation issue du mouvement néo-nazi «Aryan Nations». Des membres de l'Ordre auraient recueilli plus de 4 millions de dollars à la faveur de vols à main armée dans des banques et des fourgons de transport de fonds. Leur but présumé: financer un mouvement de guérilla contre le gouvernement fédéral, qui serait tombé sous la coupe des «Juifs».

Il y a quelques jours à peine, au début de mars, une vingtaine de militants néo-nazis auraient été interpellés au cours d'une ra-

de la compagnie Lockheed, Richard Butler, au début de la dernière décennie en Californie, avait même droit à des exemptions d'impôt jusqu'à tout récemment. Cela tient au fait qu'elle se présente comme une organisation religieuse, «l'Eglise de Jésus-Christ chrétien des na-

réussi à faire pénétrer leur propagande au Canada par l'intermédiaire de ce que l'Anti-Defamation League (ADL) de l'organisation juive B'nai B'rith appelle des «réseaux informatisés de haine».

Un de ces réseaux, «Info International», est l'oeuvre de George

né verse \$5 et, après vérification, on peut lui donner un mot de passe lui permettant de recevoir des informations «confidentielles».

L'organisation «Aryan Nations» a, elle aussi, un «service» du même genre, «l'Aryan Nation Liberty Net», offert avec la mise

tenus au courant de réunions à venir. En outre, ce réseau constitue une source de financement: en plus des frais d'abonnement, on y fait régulièrement la promotion de diverses publications.

Le danger néo-nazi: Mythe ou réalité?

On ne peut, bien sûr, répondre à la question ci-dessus en quelques lignes. Le FBI et l'ADL s'entendent pour dire qu'il n'y a pas eu récemment d'augmentation notable du nombre d'opérations violentes menées par le Ku Klux Klan ou par les organisations néo-nazies. D'après le bilan publié en novembre 1984 par l'Anti-Defamation League, le KKK a perdu près de 35 pour cent de ses adhérents depuis 1982, et il n'en compterait plus que six mille environ. Le mouvement serait en outre affaibli par de multiples dissensions internes. Il est principalement implanté dans le Sud-Est des États-Unis (l'ADL note d'ailleurs une augmentation des effectifs du Ku Klux Klan en Georgie et en Caroline du Nord. Glenn Miller, ancien sergent dans l'armée américaine, y a 120 «disciples» qui se livrent à des exercices paramilitaires.

Toujours selon l'ADL, le mouvement néo-nazi n'a jamais été aussi faible numériquement depuis sa fondation en 1958, et il ne compterait que 500 membres dispersés dans divers groupuscules.

Toutefois, ce qui inquiète l'ADL (et sans doute aussi le FBI), c'est que cette faiblesse même pourrait pousser les néo-nazis à se lancer dans une fuite en avant vers l'action carrément terroriste. Dans un message diffusé sur ordinateur, Glenn Miller a invité ses «lecteurs» à se procurer la liste d'établissements juifs auxquels ils pourraient «rendre une visite amicale» (les bureaux de l'ADL figurent sur cette liste). Dans un autre message, on qualifie de «héros» le militant néo-nazi Robert Mathews tué en décembre, et un autre des dirigeants d'Aryan Nations affirme que les États-Unis sont sur le point de devenir une autre Irlande.

Robert Miles, du Michigan, appelle de ses vœux la formation d'un «parti armé d'ultras» racistes», tandis que Louis Beam annonce, dans un message, l'intention de son mouvement de rompre les chaînes qui attachent le Texas aux «fédéraux» noyautés par le Juifs. Diverses organisations auraient même organisé des stages d'initiation aux techniques de la guérilla urbaine. □



flé effectuée dans sept États des États-Unis relativement à cette affaire. M. Manuel Marquez, porte-parole du FBI à Washington, refuse toutefois de confirmer que cette opération a bel et bien eu lieu. M. Marquez tient à mettre les points sur les «i» en ce qui concerne l'attitude du FBI à l'égard des organisations racistes ou néo-nazies: le FBI, nous a-t-il dit, ne fait enquête que si des membres de ces organisations vont au-delà de la simple expression d'idées radicales et commettent des actions illégales. Selon M. Marquez, environ une vingtaine de membres d'organisations néo-nazies ont été arrêtés à la suite d'investigations du FBI au cours des douze derniers mois.

L'ordinateur au service de la haine raciale

Fait à signaler, compte tenu de ce qui vient de se passer au Canada, une organisation raciste d'extrême droite comme le Ku Klux Klan (fondée dans le Sud des États-Unis au siècle dernier après la guerre de Sécession) a tout à fait droit de cité, de même d'ailleurs qu'une multitude d'autres groupes, par exemple l'association «Aryan Nations» déjà citée, dont le siège se trouve en Idaho. Cette association, fondée par un ancien ingénieur



La nostalgie du III^e Reich est toujours vivante dans l'esprit de certains jeunes Américains, comme le fait voir cette photo prise à Kalamazoo, Michigan. photo GAMMA

tions aryennes». L'État de l'Idaho a décidé de supprimer cette exemption parce que «la philosophie séculière du racisme ne constitue pas un système religieux».

Les États-Unis, invoquant le respect du droit à la liberté d'expression, n'ont pas adhéré à la «Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale» mise au point aux Nations unies. Cent vingt-quatre pays, dont le Canada, sont parties à cette Convention, en vertu de laquelle les signataires s'engagent à réprimer l'incitation à la haine raciale. Certaines organisations néo-nazies américaines se targuent d'ailleurs d'avoir

Dietz, arrivé aux États-Unis en provenance de l'Allemagne en 1957, où il aurait, selon l'ADL, servi dans les Jeunesses hitlériennes. Il s'est donné pour mission de rétablir la «vérité historique» et nie, notamment, que les Juifs européens aient été victimes de l'holocauste. Dietz, installé en Virginie occidentale, possède la plus importante maison de diffusion de propagande néo-nazie aux États-Unis, «Liberty Bell Publications».

Pour avoir accès à ce réseau, il suffit de posséder un ordinateur personnel et un modem (module de branchement sur ligne téléphonique). Chaque abon-

en garde suivante: il s'agit d'un réseau «pro-américain, pro-blanc, anticommuniste de vrais croyants qui ne servent que le seul Dieu, Jésus-Christ, et qui n'est offert qu'aux «patriotes aryens». Un des animateurs de ce réseau est Louis Beam, ancien combattant au Vietnam, qui est à la fois «Grand dragon des chevaliers du Ku Klux Klan» au Texas et un des dirigeants de l'organisation «Aryan Nations».

Ce réseau permet notamment aux membres et sympathisants des mouvements néo-nazis de communiquer entre eux, d'obtenir la liste d'autres organisations «patriotiques» et d'être



Le néo-nazisme est bien vivant en Argentine

C'est en Argentine que fut transporté, en 1945, le «trésor nazi» — quelque \$800 millions de l'époque — Mais les connivences entre le gouvernement argentin et le III^e Reich s'étaient établies dès le début.

Gloria ESCOMEL

La colonie allemande — de plus de 500 000 personnes — qui s'est constituée en Argentine depuis la fin du XIX^e siècle, dès 1934, commence à être «noyautée» par environ 100 000 nazis, regroupés en une douzaine d'organisations. La plupart existent encore. Rien d'étonnant à ce que l'Argentine — comme le Chili ou le Paraguay — ait été considérée comme le paradis où pourrait renaître l'Empire nazi! Le «national-justicialisme» de Peron est lui-même d'inspiration nationale-socialiste.

Déjà en 1944, 98 firmes commerciales nazies avaient été établies dans ce pays allié pour y employer les cadres nazis en exil et «influencer discrètement» le développement économique argentin avec ces investissements allemands. En 1945, avec le «transfert» du trésor nazi, ce seront plus de 300 entreprises financières, industrielles, commerciales et agricoles qui seront créées.

La chute de Peron en 1955 ne porte donc pas un grand préjudice à la colonie nazie en exil. Le «justicialisme» se disperse en une dizaine d'organismes, partis et mouvements d'inspiration plus ou moins fasciste. Le plus nazi de tous ces groupes argentins est le «Tacuara» (lance, en guarani), dont la devise est: «Patriotisme oui, Juifs non!» et le salut: «Heil, Tacuara!» Les Tacuara, séides du Ku Klux Klan, s'étaient fondés en 1930: terroristes déclarés, ils soumettaient leurs membres à un rituel d'initiation calqué sur celui du Klan. Leurs campagnes contre la communauté juive devinrent plus vigoureuses après la chute de Peron, d'une part, parce qu'ils avaient reçu des renforts des «justicialistes», d'autre part, pour contrebalancer les orientations démocratiques du gouvernement qui succédait à la dictature péroniste. Leur leader, José Baxter, quitte les Tacuara en 1963, se convertit au trotskysme — dont il devient l'un des chefs de file — et meurt en 1970 dans un accident d'avion. Cette «trahison» en démoralise plusieurs. Mais la capture d'Eichmann par un commando israélien, en 1962 donne aux Tacuara et à quelques autres groupes néo-nazis d'origine allemande le prétexte pour déclencher une va-

gue de violence antisémite sans précédent.

Une des plus importantes au monde

Paradoxalement, la colonie juive en Argentine est une des plus importantes au monde. En 1962, le gouvernement argentin est démocratique. La série d'attentats est condamnée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Carlos Adrogué, qui dénonce ouvertement les crimes des «héritiers d'Hitler» et lance un appel à la population pour combattre la mentalité antisémite. Les nouveaux organismes à idéologie nazie ou fasciste qui se fondent dans les années 60 — un Parti révolutionnaire, un Front nationaliste, un Nouvel ordre hispano-américain — ne peuvent plus oeuvrer aussi ouvertement qu'avant. Une revue nazie «El Guardian» est cependant publiée. Le «Front national-socialiste argentin» qui se fonde en 1962, passe directement dans la clandestinité en 1964. Le FNSA, de formation paramilitaire, travaillera ensuite main dans la main avec la dictature militaire de la période 76-83. Leurs opérations sont doubles: organiser des attentats qui doivent ensuite être attribués aux groupes d'opposition Montoneros, ou aux forces de la gauche, sympathisantes, afin de «renforcer» l'image terroriste des révolutionnaires. Entre les attentats des uns et ceux des autres, le gouvernement se donne tous les prétextes pour déclencher l'une des plus cruelles répressions qui soit.

Parallèlement, le FNSA déclenche en 1976 une série de violentes attaques à la bombe contre des synagogues et des établissements juifs, cette fois-ci ouvertement revendiqués par son chef, le capitaine Nicanor Dorrego: «Le combat ainsi engagé ne se terminera qu'avec l'extermination totale de la ploutocratie judéo-bolchévique!», déclare-t-il, après avoir annoncé que le FNSA va mener «diverses opérations punitives contre les éléments importants du judaïs-

me international et de ses alliés, contre la franc-maçonnerie et les représentants d'une pseudo-Eglise dégradée incarnée par le nonce apostolique Mgr Pio Laghi.»

Eichmann vengé

C'est le FNSA qui s'empare de Salvador Ackerman — celui qui avait signalé la présence d'Eichmann en Argentine — et le pend, sans autre forme de procès, en juillet 1976, puis annonce, par communiqué: «Ce Juif a été pendu comme le fut notre martyr. Adolf Eichmann a été vengé!»

Deux mois plus tard, une importante réunion nazie se tient à Villa Ballester, une petite ville de 25 000 habitants au nord de Buenos-Aires, dont tous les habitants sont d'origine allemande et que l'on considère comme un des

fiefs nazis les plus importants. La réunion regroupe les dirigeants du Parti national-socialiste ouvrier du Chili, ceux du FNSA et ceux des «Commandos opérationnels tactiques». Elle a pour but de «coordonner la subversion et la répression au Chili et en Argentine et de s'assurer de la collaboration des autres mouvements nationaux-socialistes du continent», d'après Patricia Chairoff, qui a pu obtenir une copie de l'enregistrement magnétique de cette réunion.

L'Argentine, on le sait, est sortie il y a deux ans de cette atroce dictature militaire qui a fait 19 000 «disparus» (euphémisme employé pour désigner ceux qui ont été arrêtés arbitrairement et sommairement exécutés — ou morts sous la torture — sans que l'on puisse retrouver leur corps). Une commission d'enquête sur les atrocités de la junte militaire, présidée par le grand écrivain Ernesto Sabato, a publié un volumineux rapport (3 tomes de 600 pages chacun), qui recueille les témoignages des survivants et retrace les opérations de la répression: NUNCA MAS (Plus jamais).

Traitements spéciaux pour les Juifs

Bien que les tortures les plus atroces aient été subies par tous les détenus, des traitements spéciaux étaient réservés à ceux qui étaient d'origine juive, que l'on torturait sous les cris de «Heil Hitler». On leur peignait des croix gammées sur le corps ou sur le mur de leurs cellules. Une torture particulièrement horrible leur était réservée: le rectoscope. «On introduisait dans l'anus des hommes ou le vagin des femmes un tube dans lequel on glissait un rat, qui n'avait d'autres moyens, pour chercher une issue, que de ronger les organes internes de la victime», rapporte Daniel Eduardo Fernandez, l'un des rares détenus à être sorti vivant d'un centre de détention clandestin (déposition n° 1.131).

Une prisonnière d'opinion, Nora Stejilevich, d'origine juive, a

témoigné que pour les Juifs, les interrogatoires, sous torture, portaient d'abord, comme pour tous les autres détenus, sur les mouvements d'opposition, mais qu'ils étaient ensuite suivis de toute une série de questions sur des organismes juifs, des associations israélites et israéliennes, des synagogues, et des banques juives, «parce que le problème juif les intéressait beaucoup et qu'ils étaient en train de se constituer des archives sur la question» (déposition 2535). «Toutes ces informations obtenues par la torture — rapporte de son côté Miriam Lewin de Garcia — étaient classées dans des archives qui contenaient également les noms et les adresses des citoyens juifs, de commerces ou d'entreprises, de plans de synagogues, de clubs sportifs juifs, etc.»

Témoignages contraires

Bien qu'en 1981 le ministre de l'Intérieur argentin, Harguindeguy, nie catégoriquement que son gouvernement soit antisémite, d'innombrables témoignages prouvent le contraire. «Bien sûr — déclara Harguindeguy à la presse — il est impossible de contrôler tout le personnel (les forces armées répressives), parmi lequel on peut trouver — comme dans n'importe quel pays du monde — quelque sadique ou malade mental...»

La Commission d'enquête établie par la suite démontrera qu'au moins deux officiers supérieurs de la Police fédérale argentine, Alberto Vilar et Jorge Mario Veyra «accomplissaient des fonctions idéologiques: ils fournissaient des listes de lecture et commentaient les oeuvres d'Adolf Hitler et d'autres auteurs nazis et fascistes.»

Le retour à la démocratie a fait rentrer les groupes nazis et néo-nazis dans l'ombre... Plusieurs ont traversé les Andes, pour continuer la lutte au Chili, d'autres se sont établis au Paraguay. Mais ce sont là les moindres; leur semi-clandestinité actuelle ne doit pas leur nuire. La psychose antisémite paraît pour le moment moins étalée. Il n'en reste pas moins que 50 p. cent des attentats antisémites du monde ont été commis en Argentine jusqu'aux années 1983. Les forces néo-nazies concentrent actuellement leurs efforts contre les communistes, non seulement au Chili et au Paraguay, mais aussi — appuyés en cela par une partie importante de la population qui redoute le cercle vicieux — dans les pays fraîchement débarrassés de la dictature militaire: le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine. Les mouvements d'opposition à la démocratie se reconstituent avec un appui important des forces néo-nazies: ce n'est un mystère pour personne, en Amérique du Sud.



Outre l'Argentine, le Chili et le Paraguay sont d'importants foyers de groupes néo-nazis.



NÉO-NAZISME

L'HOLOCAUSTE, UNE ESCROQUERIE SIONISTE?

Comment on révisé l'histoire

plus

Éditeur

Roger D. Landry

Coordination

Paul Longpré

Responsable des chroniques:

Pierre-Paul Gagné

Tél.: (514) 285-7070

Page couverture:

photo Gamma

Mise en page:

Roch Côté

Jacques Gagnon

Collaboration

Philippe Barbaud

Jean Basile

Berthio

Fernand Campbell

Jean-François Doré

Claire Dutrisac

Gloria Escomel

Serge Grenier

Sophie Huet

Édouard Jacob

Gérard Lambert

Yves Leclerc

Marie Lessard

Mario Masson

Simone Piuze

Christian Rioux

Toronto Michel Labrecque

Vancouver Daniel Raunet

Moncton Achille Michaud

Mexico Francis Pisani

Managua Jacques Lemieux

San Salvador Édith Coron

Paris Jean-François Lisée

Rome Jean Lapierre

Bruxelles Claude Moniquet

Genève Angelica Roget

Chypre Robert Pouliot

Tokyo Huguette Laprise

Taiwan Jules Nadeau

Publicité

Responsable des cahiers spéciaux
Manon Chevalier

Secrétariat

Micheline Perron

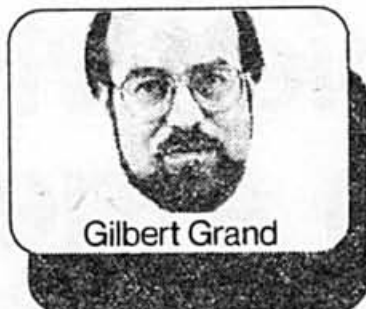
Tél.: (514) 285-7319

Durant tout le procès Zundel à Toronto, on les a vu parader à la barre des témoins ou dans l'entourage de l'accusé, comme s'ils étaient « venus assister à une de leurs conventions », notait un spectateur exaspéré.

Ils se disent historiens « révisionnistes » et porteurs d'une « bonne nouvelle » : l'Holocauste n'a pas existé, ni les chambres à gaz ; c'est là l'imposture du XX^e siècle, fruit d'une gigantesque escroquerie politico-financière dont l'État d'Israël est le principal bénéficiaire et les peuples allemand et palestinien les victimes !

C'est cette thèse incroyable, contenue, entre autres, dans un des pamphlets publiés et distribués par Zundel et largement évoquée par les avocats et les témoins, qui a surtout retenu l'attention du public et des médias couvrant ce procès. Ce qui en soi constitue déjà une victoire pour l'accusé.

Longtemps confinée aux groupuscules néo-nazis, toute une littérature niant l'Holocauste sort maintenant de l'ombre, son volu-



Gilbert Grand

me augmente, sa diffusion s'amplifie, ses agents s'expriment aussi bien en français qu'en allemand, en anglais, en espagnol ou en arabe. La Ligue des droits de l'homme de B'nai Brith a dénombré plus d'une centaine de ces ouvrages, dont la moitié parus au cours des deux dernières années.

L'oeuvre d'un ancien résistant

Paradoxalement, le père fondateur de cette « négation du crime » n'est pas un nazi, mais un ancien résistant français, déporté à Buchenwald puis à Dora : Paul Rassinier. Dans une série d'ouvrages où la polémique astu-

cieuse le dispute à l'antisémitisme le plus délirant, il a jeté les bases principales de la théorie de « l'imposture du génocide ». Ses élèves, qui se réfèrent à ses écrits comme à un « classique » irréfutable, sont, en France, Robert Faurisson, « spécialiste » de la négation des chambres à gaz (*La rumeur d'Auschwitz*) et témoin vedette de la défense au procès Zundel ; aux États-Unis, Arthur Butz, auteur du classique moderne de l'antisémitisme, *The Hoax of the Twentieth Century* (*L'imposture du XX^e siècle*), Austin J. App et Harry Elmer Barnes ; en Grande-Bretagne, Richard Harwood et son *Did the Six Million Really Die?* que le procès Zundel a rendu célèbre ; et en Allemagne, Udo Wallendy, « spécialiste » des photos « truquées » de l'Holocauste (*La rééducation d'un peuple*) et Thies Christophersen (*Le Mensonge d'Auschwitz*).

Depuis quelques années, ces « révisionnistes » se dissimulent derrière un vernis de respectabilité universitaire et d'érudition. Ainsi fut créée en 1978 à Torrance (Californie) une organisa-

tion pseudo-académique dont l'unique raison d'être est le déni de l'Holocauste, l'*Institute of Historical Review*. Elle publie une revue trimestrielle, *The Journal of Historical Review*, qui se targue de compter onze agrégés (PhD) au sein de son conseil de rédaction (mais un seul est historien), édite et distribue des ouvrages « révisionnistes ».

Cependant, les liens de l'IHR avec les principales organisations antisémites n'ont pas tardé à apparaître. Le directeur de l'IHR était jusqu'en 1981 Lewis Brandon, plus connu en Angleterre sous le nom de David McCalden, militant du National Front, organisation raciste d'extrême-droite, dont fait également partie Richard Verrall, alias Richard Harwood, rédacteur en chef de l'organe du parti, *Spearhead* (*Fer de lance*), et auteur de *Did the Six Million...*

Le principal bailleur de fonds de l'IHR est, en outre, Willis Carto, maître d'oeuvre du *Liberty Lobby*, groupe de pression



Comment nier l'horreur ?

La solution finale réduite à un simple « transfert » de populations



Ernst Zundel dirige Samisdat Publishers qui publie et distribue de la propagande nazie et révisionniste dans 45 pays.

→ d'extrême-droite et principale organisation antisémite aux États-Unis. Par la voie d'un hebdo, le *Spotlight* (tiré à 350 000 exemplaires), d'un programme radiophonique distribué à 500 stations (qui ne l'utilisent pas toutes) et d'un réseau lâche de publications et d'organisations racistes et antisémites, Le Liberty Lobby mène une guerre de propagande contre les Noirs, les Juifs et les impôts.

Un flux de matériel révisionniste

De sa base californienne, l'IHR coordonne le flux du matériel « révisionniste » entre l'Europe et les États-Unis. Son agent de distribution en Grande-Bretagne est connu sous le nom de Historical Review Press, qui abrite également l'imprimerie du National Front. L'IHR offre ainsi à ses lecteurs nord-américains les « classiques » européens, tels ceux de Faurisson qui, d'ailleurs, siège en compagnie d'Udo Wallendy au conseil d'édition.

Les principaux participants canadiens au mouvement niant l'Holocauste sont Ernst Zundel, de Toronto, et Ron Gostick, de Flesherton (Ontario).

Zundel dirige Samisdat Publishers Inc, qui publie et distribue de la propagande nazie et « révisionniste » au Canada et l'exporte dans 45 pays (en 14 langues différentes, affirme-t-il), surtout aux États-Unis et en RFA. Un tiers de la littérature saisie en 1981, lors d'un raid de la police ouest-allemande dans les locaux d'organisations néo-nazies, venait des presses de Samisdat.

Gostick, lui, a mis sur pied dès les années cinquante des groupes et éditions antisémites, dont le *Canadian Intelligence Service*. Il dirige ou est affilié à diverses organisations, telles que Christian Action Movement, Canadian Defence League, Canadian anti-Communist League et Canadian League of Rights (CLR). Ce fut le CLR qui a fourni la documentation sur la « conspiration juive » et le déni de l'Holocauste utilisée par James Keegstra, professeur du secondaire à Eckville (Alberta), dont le procès vient de commencer.

Ce mouvement a d'autre part habilement usurpé l'étiquette « révisionnisme » à un courant établi, bien que controversé, de l'historiographie anglo-saxonne, dont le plus célèbre représentant est A.J.P. Taylor avec *The Origins of the Second World War*. On voit dès lors ces auteurs s'auto-promouvoir au rang

d'école historique et sommer les historiens officiels, qu'ils appellent « exterminationnistes », d'engager le débat.

Mais ces derniers ont préféré, en grande majorité, garder le silence du mépris. De telles thèses ne prennent-elles en effet une sorte de crédibilité par la contestation qu'elles suscitent et le scandale qu'elles provoquent ? Les naïfs ne finissent-ils pas par conclure que les points de vue qui s'opposent contiennent chacun sa part de vérité ?

Quelques historiens (Georges Wellers, Pierre Vidal-Naquet, Nadine Fresco, Eugen Kogon, Hermann Langbein et Adalbert Ruckerl) ont choisi, eux, de répliquer, en démontant et réfutant patiemment l'argumentation « révisionniste » bâtie à l'aide de faux, de mensonges, de sollicitations de textes, d'appels à une documentation de pure fantaisie ou tronquée, qui permet une référence bibliographique en bas de page destinée à servir de caution morale et scientifique.

Les « preuves » des révisionnistes

Les « révisionnistes » « prouvent » l'inexistence des chambres à gaz en décidant a priori que toute preuve de l'extermination massive des Juifs dans celles-ci est irrecevable en soi. En voici quelques exemples.

Rejetés ainsi les témoignages de 70 SS d'Auschwitz, dont celui du très prolifique chef du camp Rudolf Hoess, qui y a introduit le gazage au Zyklon B. Aucun d'eux n'a nié le massacre des Juifs et des Tsiganes dans les chambres à gaz dont ils ont décrit le fonctionnement de façon détaillée. Mais pour les « révisionnistes », ces aveux ne valent rien parce qu'obtenus par torture ou intimidation. Quant à ceux des survivants juifs, pas la peine d'en parler puisqu'ils sont instigateurs ou complices de l'escroquerie !

Retenu par contre celui de Thies Christophersen, devenu depuis une vedette « révisionniste » : il a travaillé en 1944 à Auschwitz — plus précisément au petit commando de Raisko, à quelques kilomètres, donc, de Birkenau (Auschwitz II) où se pratiquait le plus le gazage — et n'y a pas vu de chambres à gaz mais bien plutôt des détenus heureux. Ou celui d'une mission de la Croix-Rouge internationale qui, n'ayant pu visiter les chambres à gaz, n'a pu en affirmer

l'existence. On imagine mal les bourreaux guidant le CICR sur les lieux des massacres.

Les « révisionnistes » ironisent également sur le piètre état des quelques chambres à gaz trouvées à la fin de la guerre et en concluent que le gazage y était impossible. Ils oublient que les nazis ont cherché à effacer les traces des massacres (telle fut la tâche du « commando 1005 » du SS P. Blobel à l'Est). Des camps furent rasés (Belzec, Sobibor et Treblinka), les chambres à gaz démontées ou dynamitées à Auschwitz même dès la fin novembre 1944, les archives brûlées.

Faurisson déploie tout un arsenal pseudo-technique pour prouver que le gazage de prisonniers au Zyklon B était radicalement impossible à cause, notamment, de la nocivité formidable du produit. Des chimistes, cités par Wellers, Kogon et Vidal-Naquet, ont facilement raison de ces arguties qui permettent aux « révisionnistes » de taire tout ce qui expliquerait le génocide, en particulier sa logique progressive. Pas un mot sur les exploits des *Einsatzgruppen* en URSS occupée (1 à 2 millions de victimes), sur les camions à gaz utilisés à l'Est (300 000 morts à Kulmhof) ou sur l'euthanasie pratiquée de 1939 à 1941 sur les aliénés et malades mentaux allemands.

Un « transfert » de populations

Toute la dite « solution finale du problème juif » n'étant pour eux qu'un transfert de populations vers l'Est, les « révisionnistes » situent le nombre de victimes juives entre 300 000 (Wallendy), un million (Butz) et 1,5 million (Rassinier).

Eichmann, rappelle-t-on, avait donné en 1944 à ses collaborateurs le chiffre de six millions de morts, dont quatre dans les camps, et en 1945, cinq millions. Depuis, des auteurs sont parvenus à des estimations variant entre 4,5 et 5,3 millions de victimes, sans tenir compte des décès par famine ou maladie dans les ghettos.

Pour ce calcul, on dispose des archives de la Gestapo pour la France et les Pays-Bas, des rapports de l'ambassadeur d'Allemagne en Hongrie — 430 000 Juifs déportés de ce pays entre avril et juillet 1944 — et surtout du rapport rédigé le 31 mars 1943 par Himmler par l'inspecteur de la statistique SS Korherr, qui donne déjà alors un chiffre de

2 669 118 « évacués » (euphémisme pour « exécutés » dans le langage codé de la « solution finale »). Et l'auteur précise d'emblée que son rapport est incomplet.

Les « révisionnistes » parlent peu du rapport Korherr qui les dérange manifestement. Pour sauver, sur le papier, la majorité des Juifs d'Europe centrale, ils disposent d'une source unique : un article d'un journaliste juif soviétique David Bergelson, qui écrit le 5 décembre 1942 que « la majorité (80 p. cent) des Juifs d'Ukraine, de Lithuanie et de Lettonie a été sauvée » par l'Armée rouge — fait démenti par les statistiques SS. C'est là d'ailleurs un article de propagande destinée à s'attirer les sympathies des Juifs américains et son auteur sera fusillé en 1952, mission remplie sans doute.

Mais que faire alors de ces Juifs en trop « déplacés à l'Est » et non « exterminés » ? Rassinier, qui ne recule devant rien, invente une filière d'évasion clandestine qui a permis, de 1945 à 1961, à un million d'entre eux de quitter l'Asie centrale pour le continent américain !

Pas très sérieux tout cela sur le plan historique, n'est-ce pas ? Certes, aucune vérité n'est jamais complète et l'histoire n'est jamais tout à fait écrite. Celle de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste, comme tous les récits historiques, est et sera critiquée. La publication des archives alliées en changera sans doute la vision, surtout au niveau du partage des responsabilités indirectes.

Mais les « révisionnistes » profitent, note avec amertume Georges Wellers, de l'ignorance des jeunes générations et du « scepticisme » d'un public disposé au doute pour différentes raisons inadéquates (sympathie pour le régime nazi, antisémitisme, antisionisme, agacement devant l'évocation du sort réservé aux Juifs il y a plus de quarante ans, alors que nous apprenons tous les jours les massacres et les atrocités qui se produisent aux quatre coins du monde).

Quarante ans après la fin de la guerre, les témoins et les survivants, ces « hommes mémoires », sont moins nombreux. Le sujet, qu'ils le veuillent ou non, se « laïcise », perd pour beaucoup de chercheurs de son contenu émotif et se transporte progressivement dans les sphères déshumanisées des querelles d'experts.



L'hôtel Latitude, au Carbet, avec sa piscine plus souvent déserte qu'autrement, est l'un de ceux où la baisse du tourisme se fait le plus sentir.

L'endettement: le pire problème

Les marchés de la banane, du sucre de canne et du rhum, piliers de l'économie de ce département français, connaissent, depuis quelques années une baisse inquiétante. Et, comme tous les secteurs de l'économie martiniquaise, l'industrie touristique est malade.

On a évalué à quelque 800 millions de francs français (\$130 millions Can.) les retombées du tourisme, en 1983, il faut quand même dire que le taux d'occupation des chambres d'hôtel ou d'auberge a chuté de 6,7 p. cent de 1981 à 1983, passant de 62,3 p. cent à 58,1 p. cent. Cette seule observation ne soulèverait pas tant d'inquiétudes si les statistiques que l'on achève de regrouper pour 1984 n'alliaient pas illustrer une chute d'occupation encore plus importante, et si les premières semaines de 1985 n'apportaient pas la certitude



Gilles Normand
EN MARTINIQUE

que l'industrie touristique continue de s'enfoncer de façon dramatique.

Au début de février, on comptait plus de 20 navires dans les ports guadeloupéens de Pointe-à-Pitre et de Jarry, alors que le port de Fort-de-France, à la Martinique, était désert. Ce phénomène est imputé directement à un conflit dans le taxi.

De son côté, l'industrie proprement dite, dont les trois quarts

des unités de production ont moins de 15 ans, est aux prises avec l'étrécissement du marché local — unique débouché de la majorité des produits — et on ne peut compter sur elle pour sauver l'économie. En tout cas, pas avant de nombreuses années, en dépit du fait que les entreprises industrielles produisent 35 p. cent des exportations martiniquaises.

L'industrie locale regroupe environ 140 usines, qui assurent 5 000 emplois directs. On distingue quatre grandes catégories d'établissements qui correspondent à des étapes de développement de la production départementale : distilleries, conserveries d'ananas ; raffineries, cimenteries ; industries de technologie : énergie solaire, produits pharmaceutiques et protéines.

Détenant avec la Guadeloupe le septième rang des pays pro-

ducteurs et exportateurs de bananes, avec une production variant de 300 000 à 350 000 tonnes, la Martinique trouve dans cette richesse l'un des moteurs économiques de l'île. On considère même la production bananière comme la première richesse de la Martinique.

Mais, depuis les deux cyclones de 1979 et 1980, qui ont dévasté des centaines d'hectares de plantation, la production est passée de 210 500 tonnes en 1978 à 160 468 tonnes en 1983. La SICABAM (groupements de producteurs) rassemblait alors 1 063 planteurs exploitant 6 948 hectares, avec une production brute globale de 185 000 tonnes (157 000 tonnes nettes exportées).

Même si on espère que la Martinique puisse reprendre un potentiel nécessaire à son équilibre de 200 000 tonnes, quand les effets des cyclones auront été effacés, les producteurs, qui emploient à temps plein ou partiel de 4 800 à 5 000 personnes, sont inquiets pour l'avenir. Cette inquiétude prend notamment sa source dans l'endettement des planteurs, imputable essentiellement aux fameux cyclones, et qui s'élève à 344 millions de francs français, à la fin de 1984, c'est-à-dire environ \$57 millions en valeurs canadiennes.

Les producteurs ont quand même réussi, eux et les autres maillons de la chaîne, à maintenir cette exploitation au premier rang de l'économie du pays. Les groupements de producteurs ont de plus réagi sagement à une limitation du prix de vente de leur produit, en participant à l'organisation complète du marché et en améliorant qualité et productivité.

La Martinique veut profiter des ennuis de la Floride

La diversification des cultures, les graves ennuis qui assaillent les producteurs de la Floride et la pénétration des marchés nord-américains constituent les trois éléments sur lesquels compte la Martinique pour redresser sa situation économique.

Pour le directeur du Crédit Agricole en Martinique, M. Maurice Laouchez, si la situation économique du pays périclité, elle n'est pas tout à fait en péril. « Les décideurs économiques ont entrepris de donner un sérieux coup de barre dans l'organisation de tout ce qui peut profiter, dit-il. On met l'accent sur la diversification des cultures, ce qui implique le recyclage de certaines exploitations et le développement de nouvelles cultures, et on a commencé la promotion de nos produits, afin de percer les marchés étrangers, surtout ceux des Etats-Unis et du Canada.

« Les Martiniquais ont de l'imagination et une volonté de réussir. Il s'agit d'orienter les efforts dans la même direction », soutient le directeur du Crédit Agricole, qui supporte l'essentiel de l'endettement des producteurs.

La SICAMA, seul regroupement de producteurs reconnu dans le domaine des fruits et légumes et qui comprend quelque 130 membres, a été le maître-d'œuvre de la diversification fruitière à la Martinique, à la suite des cyclones de 1979 et de 1980.

Cette diversification visait trois objectifs :

- redonner un essor à deux cultures déjà anciennes dans ce département, mais peu développées pour des raisons commerciales ou de santé des plants : l'avocat et l'aubergine ;

- implanter une culture nouvelle, celle de la lime, qui donne beaucoup de jus et ne contient pas de noyaux ;

- essayer de développer un verger de fruits locaux (tamarins, mangues, goyaves) permettant d'approvisionner le marché et d'alimenter une industrie de transformation (jus, glaces, confitures) en plein essor.

Actuellement, on cultive avec succès l'ananas et on est arrivé à contrôler cette culture, à tel point qu'on est en mesure de promettre aux acheteurs des quantités précises, à des dates dites, et les promesses sont remplies.

La recherche a déjà donné des résultats intéressants du côté du melon, fruit que l'on perdait à la suite d'une pluie le moins fort. Aujourd'hui, on cultive le melon jusqu'à maturité, en le protégeant sous des toits de plastique transparents.

Comme le malheur des uns fait le bonheur des autres, selon le cliché, la Martinique a tiré profit, en 1983, des gelées tardives dans le bassin méditerranéen, lesquelles ont affecté les productions espagnoles et italiennes de citron jaune.

La Martinique tentera désormais de tirer profit de la guigne qui s'abat sur la Floride, l'un des plus gros producteurs mondiaux qui, selon les promoteurs martiniquais, est en train de disparaître, en ce qui a trait à la culture du citron. De fortes gelées ont endommagé les vergers et une maladie, le citrus cracker, ravage les arbres.

« Les producteurs floridiens sont en train d'arracher leurs vergers, il y aura donc très prochainement une place à prendre sur le marché et il serait regrettable que, pour des problèmes conjoncturels, la Martinique soit obligée d'arrêter sa production au moment même où se débloque un créneau important », explique le directeur du Crédit Agricole.

En fait, les Martiniquais s'en viennent et en force. Ils veulent développer leur verger au point de limiter les exportations de limes du Brésil, du Mexique et d'Haïti sur le marché français. Ils veulent aussi augmenter leurs exportations vers les autres pays européens, en particulier l'Angleterre et l'Allemagne.

Les Martiniquais ont eu des ennuis avec l'avocat, à la suite d'une période de sécheresse, mais ils sont à commercialiser une huile d'avocat utile notamment contre les coups de soleil.

Le marché que veulent surtout pénétrer les promoteurs martiniquais est celui des Etats-Unis et du Canada.

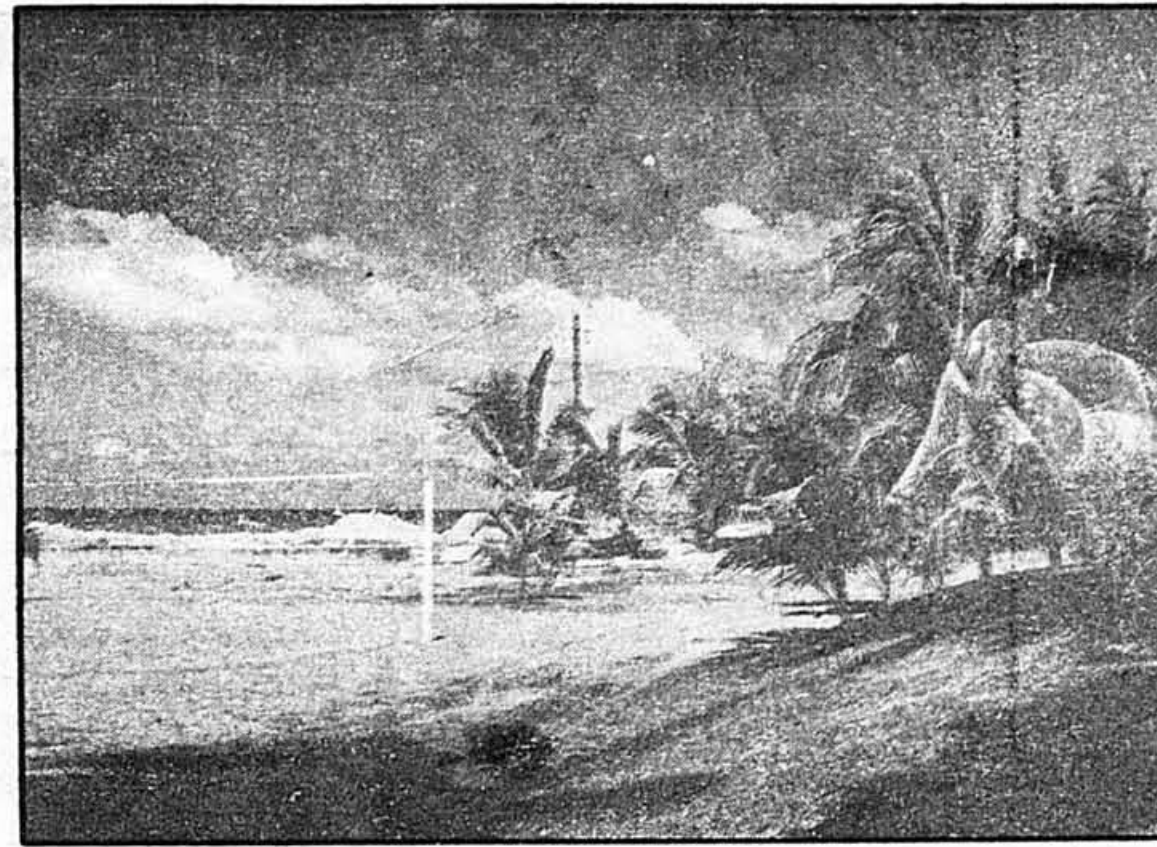
Un Grand prix des multicoques pour relancer l'économie

On rentre de la Martinique en disant : c'est un pays superbe, du soleil à peu près tous les jours, et l'été à l'année. Les Martiniquais sont d'une gentillesse incomparable, et leur pays inspire le repos dont les Canadiens ont souvent besoin pour traverser la deuxième moitié d'un hiver toujours rigoureux. Et à l'an prochain !

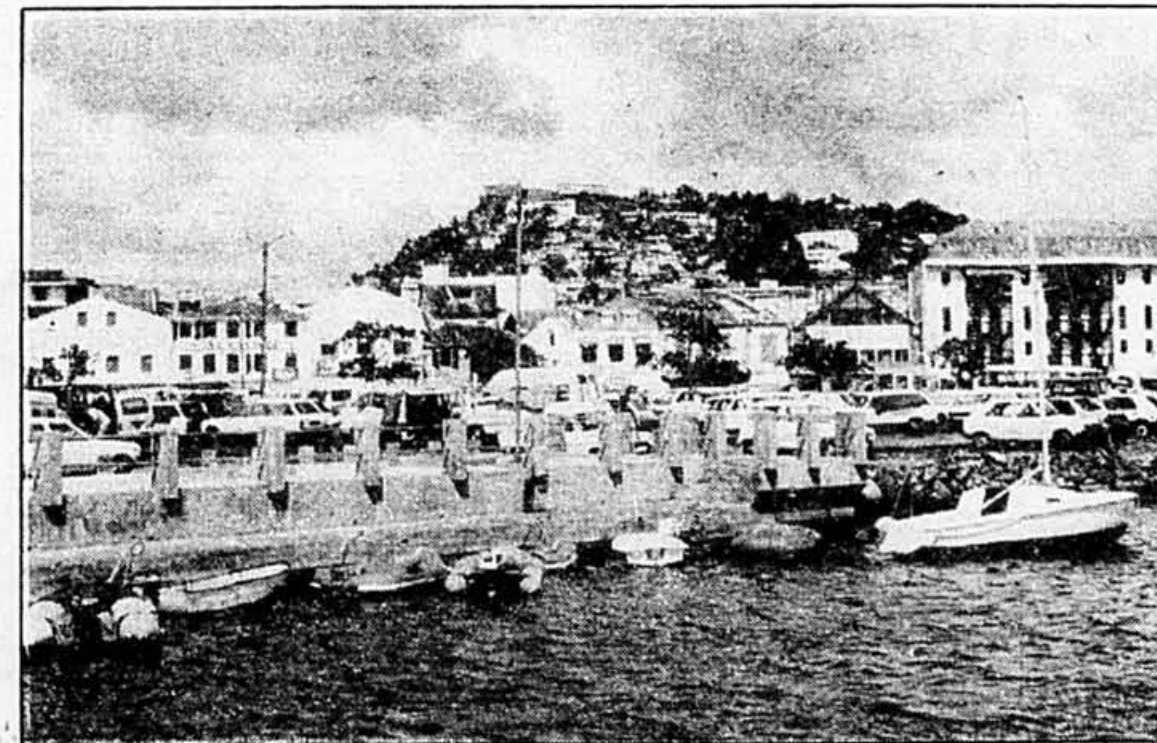
Rien ne laisse soupçonner que ce pays vit pourtant une crise économique profonde, dont on pouvait déjà percevoir les premiers signes avant que les deux cyclones de 1979 et de 1980 ne viennent enfoncer le clou plus cruellement, détruisant non seulement la majeure partie des récoltes, mais dévastant les plantations au point de compromettre diverses productions pour nombre d'années.

Un sérieux coup de barre était donc indispensable et, depuis les ouvriers agricoles jusqu'aux responsables gouvernementaux, en passant par les producteurs, banquiers et associations d'hommes d'affaires, ont serré les coudes pour redresser la situation et relancer l'économie martiniquaise.

Pour cela, il fallait se donner des moyens, recycler certaines industries, développer des cultures plus récentes, comme celles de l'avocat et la lime, mettre au point des mécanismes de mise en marché efficaces et tenter une percée importante sur les marchés européens autres que la France, de même que sur ceux d'Amérique du Nord.



Une plage peu fréquentée et pourtant belle, au Carbet, celle de l'hôtel Latitude, endroit rêvé pour la plongée sous-marine, mais où les touristes sont plutôt rares cette année.



Fort-de-France, la capitale.

Le nouveau bénévolat attire 500 000 Québécois

« C'est bien connu, le bénévolat c'est pour la misère du monde. » Depuis Jeanne Mance et ses hospitalières au tout début de la colonisation, l'image de la bénévole qui hante les grands couloirs froids de nos centres hospitaliers à la recherche d'une âme à consoler ou d'un service à rendre n'a guère changé. Pourtant, les bénévoles de l'ère de l'informatique et de la médiatique ne font pas que vendre du chocolat à la porte des centres d'accueil ou organiser des soupers bénéfiques pour soutenir une cause charitable. Ils font cela, bien sûr, mais aussi beaucoup d'autres activités plus ou moins anonymes dont le nombre, dans tous les secteurs de la vie sociale, n'a cessé de croître et l'ampleur d'augmenter depuis quelques années.

L'explosion des groupes volontaires

Le secteur des activités dites bénévoles ou volontaires n'a pas attendu la reprise économique. C'est même un secteur qui s'est fort bien sorti de la crise, puisque l'on compte aujourd'hui un demi-million de Québécois qui s'adonnent à une forme ou une autre d'action bénévole.

Le philosophe Jacques Grand'Maison n'hésite pas à parler de « l'explosion des groupes volontaires depuis le début des années 80 ». Pierrette Rondeau, de la Fédération des centres d'action bénévole, note l'essor considérable du bénévolat

depuis quelques années qui fait que sa fédération est maintenant présente dans 50 régions du Québec et a peine à répondre à la demande des personnes désirant offrir leurs services durant certaines périodes de l'année.



Christian Rioux

Ces bénévoles, en quête d'une activité valorisante, se dirigent prioritairement vers les domaines des affaires sociales (31.5 p. cent), religieux (25.5 p. cent), mais aussi vers les loisirs (24.1 p. cent) et l'éducation (16.3 p. cent). Viennent ensuite la politique et l'action communautaire. Évidemment, si vous avez la semaine dernière aidé votre voisin à déménager, vous ne faites pas partie de ces statistiques.

Ce qui frappe Pierrette Rondeau, c'est la diversité des possibilités qui s'offrent au bénévole: de la popote roulante à l'implication dans un poste de radio communautaire, en passant par les tâches de secrétariat pour un organisme charitable, l'animation d'un atelier dans l'école de vos enfants, l'assistance dans une

unité de soins palliatifs, la participation à une activité de récupération, jusqu'aux clubs traditionnels comme Kiwanis ou Rotary qui reprennent du poil de la bête un peu partout dans la province.

Le bénévole type

C'est donc que le bénévole d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec la dame patronnesse des riches quartiers de la ville ou le marguillier de la paroisse. Une étude de Statistique Canada révèle que le bénévole moyen a entre 25 et 44 ans, est de sexe masculin (45 p. cent) ou féminin (55 p. cent), est marié et travaille à temps plein. « C'est une personne qui est dans la vie active et qui est même déjà surchargée de travail », ajoute Hervé Fisher, un professeur en communications à l'Université du Québec à Montréal qui vient d'entreprendre une étude sur le sujet.

« N'est-ce pas une aberration, s'étonne-t-il, que dans une société hautement capitaliste les gens soient prêts à travailler gratuitement, à contre-courant? C'est qu'ils sont à la recherche de nouvelles valeurs, de nouveaux modèles où l'on puisse retrouver ce que la société actuelle offre rarement, un espace pour l'initiative individuelle, un engagement, une solidarité sociale. »

L'individu d'abord

Après un bénévolat lié à l'appareil religieux où chacun devait faire sa bonne action quotidien-

ne, après un bénévolat plutôt revendicatif, voire même contestataire, dans les années 70, un nouveau bénévolat plus individuel prend forme. On ne fait plus du bénévolat tout à fait pour les mêmes raisons qu'avant.

Pierrette Rondeau qui définit le bénévolat comme « un geste libre et sans rémunération » constate la diversité des intérêts qui animent les bénévoles. « Combien de jeunes qui sortent de l'université vont acquérir de l'expérience en faisant un travail bénévole. Énormément de femmes y voient une occasion de réinsertion sociale pour aller chercher une expertise et vérifier des intérêts. » Pour presque tous, il s'agit de quitter un milieu de travail qui n'offre guère de place à la créativité, à l'initiative personnelle et à la chaleur humaine.

Pourtant, l'action bénévole n'est pas toujours une sinécure, loin de là. Les bénévoles jonglent souvent avec des problèmes humains graves et dérangeants comme, par exemple, les 250 bénévoles de Tel-Aide qui prêtent leur oreille au moins un soir par semaine et une nuit complète à tous les deux mois. Ils sont soumis à une sélection sévère et doivent s'astreindre à une formation de huit semaines (un soir par semaine) avant même de décrocher le récepteur. Le relevé du travail accompli représente un bilan impressionnant: 60 000 appels de détresse par année dont 2 000 sont suicidaires.

Isabelle, une ménagère de 30 ans se rappelle encore de cet en-

fant de 14 ans qui est presque mort au bout du fil battu par son père. « Il y a aussi ceux qui vous appellent tout simplement pour ne pas mourir seuls. Il n'est pas toujours facile de dormir sur ses deux oreilles après de telles expériences. » Elle ajoute quand même: « On n'est pas des héros, on donne, mais on reçoit beaucoup aussi! »

Chassez le naturel...

Le creux de la vague dans le bénévolat, ce sont ces années de la Révolution tranquille où, affirme Jacques Grand'Maison « on a cru au mythe de la structure vertueuse ».

Pour lui, « les années 80 sont des années de raccord entre les dynamismes sociaux, politiques, culturels et économiques, entre le libre et le nécessaire, entre le pain et l'âme. Il y a un nouveau bénévolat qui commence à se traduire en terme de société. L'État, dans une certaine mesure un peu partout est devenu un substitut de société et quand les institutions d'une société deviennent de purs appareils, réapparaît la dimension communautaire, sauvage, branchée sur des rapports directs. Le bénévolat, c'est le chien qui annonce la vie. Il charrie aussi toutes sortes de travers, mais il passe à travers l'asphalte. »

Pier de provoquer et visiblement heureux de choquer, l'homme s'empresse de me confier doucement à l'oreille: « Et si j'ai choisi l'image du chien, c'est que le chien est aussi ce qui nous fait enrager... »

Une force économique importante

374 millions d'heures de travail accomplies par 2,7 millions de personnes pour une valeur estimée de 1,9 milliard de dollars. Un nombre d'employés rémunérés (175 000) supérieur à celui de l'industrie forestière ou des services d'électricité, de gaz et d'eau. Une contribution totale qui atteint presque 2 p. cent du produit national brut. Non, il ne s'agit pas de l'industrie de l'automobile ou des pâtes et papiers, mais de l'industrie du bénévolat.

Ces chiffres qui remontent à 1979-80, date de la plus récente étude de Statistique Canada sur le sujet, illustrent à souhait que le secteur bénévole a plus qu'un impact social, il représente une force économique non négligeable.

Les gouvernements le savent d'ailleurs fort bien, eux qui font de plus en plus appel au bénévolat pour réaliser des économies, ce qui soulève l'opposition syndicale, dans la mesure où il permet d'économiser des salaires et des emplois. Dans son énoncé économique, *Une nouvelle direction pour le Canada*, le ministre des Finances, M. Michael Wilson, s'est déjà montré sensible à la question puisqu'il affirme que « le gouvernement ne peut négliger l'importance du secteur volontaire au Canada. La force de ce secteur est une des ressources inexploitées que tous les Canadiens devront développer au cours des prochaines années ». Aucun doute là-dessus, il faudra dorénavant apprendre à compter avec cette nouvelle race de

travailleurs, les bénévoles.

Le secteur volontaire se présente d'ailleurs de plus en plus lui-même comme un secteur de création d'emplois. Certains estiment qu'il faut moins de subventions gouvernementales pour créer un emploi permanent dans le domaine communautaire que dans l'entreprise privée. L'Association des médias écrits communautaires dont le travail s'appuie sur près de 1500 bénévoles avance les chiffres suivants. Il faudrait en moyenne \$60 000 pour créer un emploi dans l'entreprise privée et à peine \$20 000 dans le secteur des médias communautaires. Yvan Gauthier, secrétaire général de l'association, identifie même les entreprises communautaires à de petites en-

treprises sans capital qui s'appuient sur un capital humain pour fonctionner.

La situation économique a appris à nombre d'organismes bénévoles à compter avec la rationalité économique. Alors que les organisations charitables font de plus en plus appel à l'entreprise privée et aux dons personnels pour se financer et éviter une trop grande dépendance face à l'État, plusieurs initiatives volontaires tentent de devenir des entreprises qui pourront possiblement un jour accéder à l'autonomie. C'est le cas notamment des groupes de récupération sans but lucratif qui se considèrent déjà comme de petites entreprises et exigent d'être considérés comme telles.

Chantale Rouleau, directrice du groupe Énergie qui rassemble une douzaine de récupérateurs communautaires de la région de Montréal, dont certains sont membres de leur chambre de commerce locale, ne craint pas d'affirmer « qu'il a fallu apprendre à jouer avec l'argent ».

Ce qui est relativement nouveau aussi, c'est que les organismes qui font appel au bénévolat commencent à se considérer comme une force économique. Réunies à Montréal, en janvier dernier, 59 organisations bénévoles membres de la Coalition des organisations volontaires nationales se sont rencontrées pour discuter du programme de relance économique du gouvernement conservateur.

LE BÉNÉVOLAT DES JEUNES

L'oeuf ou le bacon...

« **B**énévolat ou nonovolat? » me lance Josée St-Hilaire, 22 ans, cheveux hirsutes, mèches colorées, qui a quitté un milieu familial qu'elle jugeait étouffant pour partir, il y a deux ans, rénover bénévolement une chapelle, à Saint-Julien, avec le Mouvement québécois des chantiers. Elle en est aujourd'hui à son sixième chantier dans un mouvement qui totalise déjà cette année plus de 50 000 heures de travail bénévole dans les coins les plus éloignés de la province.

Les jeunes en ont beaucoup à reprocher au bénévolat. Ils ont l'impression qu'il n'y en a que pour eux dès qu'il s'agit d'activités peu ou pas rémunérées. Trop souvent, aime raconter Jacques Grand'Maison (encore lui!), les jeunes se retrouvent dans la situation du cochon à qui l'on demande de donner du bacon pour combattre la famine dans le village voisin, alors que la poule se contente de donner des oeufs. Ils y passent tout rond.

Bénévole... rémunéré

Ce qui vient immédiatement à l'idée de tous c'est évidemment le programme **Jeunes volontaires** du gouvernement québécois. D'abord conçu comme entièrement bénévole, le programme offre présentement aux jeunes de 16 à 24 ans qui ne sont ni à l'école, ni sur le marché du travail, de s'engager dans une activité de deux à douze mois qui doit nécessairement comporter un aspect de formation. Et cela, pour \$150 par mois qui peuvent s'ajouter aux prestations de chômage ou d'aide sociale.

Presque tous les groupes bénévoles ont critiqué l'utilisation in-



Patrick Magny aide une victime de la sclérose en plaques du centre Jacques-Viger.

due du mot «volontaire» pour s'adresser ainsi à une clientèle captive. Solange Richard qui s'occupe des projets de la région de Montréal reconnaît implicitement que le nom du programme est pour le moins «mal choisi».

Pourtant, les jeunes, chômeurs ou pas, comptent pour une large part des bénévoles québécois.

Claude Brunet, 28 ans, originaire de Québec, c'est cette voix chaude et alerte qui berce

les auditeurs du poste de radio communautaire de l'est de Montréal, CIBL, dont 80 p. cent des émissions sont produites par presque une centaine de bénévoles. Claude ne se considère cependant pas comme un bénévole. Pourtant, il travaille gratuitement à la radio environ 35 heures par semaine. «Pour moi, c'est une façon de chercher du travail, de sonder les possibilités et de prendre de l'expérience, tout en prenant contact avec une ville que je ne connaissais pas.» Ils sont légion les jeunes qui profitent ainsi de leur période de chômage pour se payer «le luxe» d'une activité qui leur tient à coeur et leur permettra peut-être, un jour, de trouver du travail.

Liliane Lebel se définit elle-même comme une chômeuse chronique. Après plusieurs périodes de chômage très difficiles, elle a décidé de faire bénéficier de son baccalauréat en économie les auditeurs de la radio où elle anime une chronique. «J'avais besoin de sortir de mon isolement, d'utiliser mes ressources et de ne pas perdre confiance dans mes compétences.» Au bureau de chômage, pas question évidemment de parler de tout cela puisque, précise Liliane, «le bénévolat n'y est pas reconnu comme formateur, ni comme un instrument de réinsertion sur le marché du travail».

Ce bénévolat, plus ou moins illicite, est pourtant une des façons qu'utilisent très souvent les jeunes pour acquérir une formation et une expérience de travail hors des canaux officiels de l'école et du marché du travail, jugés trop rigides et peu créateurs.

Les jeunes qui travaillent ou qui étudient trouvent quand même parfois le temps d'accomplir une activité bénévole. Plus encore, on note actuellement une attirance marquée des jeunes vers des formes plus traditionnelles de bénévolat.

Le grand copain de Martine Delisle, 18 ans, étudiante en psychologie au cégep est, croyez-le ou non, un homme de 50 ans atteint de la sclérose en plaque et hospitalisé au centre Jacques-Viger où il s'est fait, l'an dernier, 23 000 heures de bénévolat. À chaque semaine, le sourire de Martine annonce pour M. Pelletier un peu de joie ainsi que les cassettes vidéo dont il fait une grande consommation. Après trois ans de bénévolat, Martine a décidé de s'orienter en gérontologie car, dit-elle, «ce sont les personnes âgées qui me donnent l'énergie pour faire le reste. Elles m'apprennent beaucoup et me font apprécier la vie quotidienne». Patrick Magny aime, de son côté, raconter l'affection qu'il voue à cette artiste peintre de 80 ans qui lui a fait don d'un tableau magnifique l'an dernier. Bruno Hurtubise avoue même qu'il est plus facile de parler aux personnes âgées qu'aux adultes de 40 ans. «Elles ont moins de préjugés à notre égard et nous acceptent comme on est.»

Ce sont, au fil des jours, des centaines de petites histoires d'amour — Harold & Maude, version 1985 — qui se nouent ainsi derrière les murs pourtant froids des centres d'accueil pour personnes âgées. Les jeunes y sont pour quelque chose, puisque les organismes bénévoles font de plus en plus la tournée des écoles et que la crise a contribué à estomper bien des préjugés.

Ils sont nombreux à en avoir ras le bol

Si le bénévolat attire de plus en plus d'adhérents, certains, à leur heure, en ont fait une indigestion. Le «burn out» les a frappés au tournant de la trentaine ou de la quarantaine, après avoir investi une très large part de leurs énergies dans des activités bénévoles, volontaires, voire militantes.

Ils sont donc nombreux les décrochés du bénévolat, les floués de l'action volontaire qui ont commencé, comme tout le monde, à compter leurs heures.

C'est que le bénévolat n'a pas que ses bons côtés. Critiquée par les syndicats, utilisée par l'État, l'action bénévole n'a souvent

plus de limite. Si on n'y prend garde, elle gruge non seulement les heures et les énergies, mais l'individu lui-même.

Francine Pion a un peu vécu cette expérience lorsque, sitôt après la naissance de ses deux filles, elle s'est engagée dans la mise sur pied de garderies populaires. C'est là qu'elle a acquis les compétences du métier, relationniste, qu'elle exerce aujourd'hui pour de jeunes artistes sans le sou. Combien de fois n'a-t-elle pas ragé de devoir assumer gratuitement des tâches qui auraient dû revenir de fait à des fonctionnaires bien payés. «Je voulais que les capacités que j'ai

développées dans le bénévolat soient reconnues quelque part. Car, dans l'action bénévole, la gratification ne va pas toujours de soi. C'est un peu comme quand tu restes à la maison pour élever les enfants.»

En fait, les bénévoles d'aujourd'hui cherchent une reconnaissance. Ils oeuvrent gratuitement, mais au moins qu'on le sache et qu'on en tienne compte. Francine n'y est jamais allé par quatre chemins: «Dans un curriculum vitae, ce n'est pas considéré. Tout ce que ça peut t'offrir, c'est une autre job de bénévole. Pourtant cette expérience vaut bien des diplômes

universitaires.» Et, comme une roche à l'eau, elle lance: «C'est comme un grand trou dans ma vie.»

Michel Bourdeau qui n'a qu'un secondaire V en a fait l'expérience. Après trois ans de travail de gestion bénévole dans un groupe de récupération à Outremont, Michel tente d'invoquer cette expérience pour obtenir de l'avancement dans l'entrepôt d'expédition où il travaille. «On a presque ri de moi, c'est comme si je n'avais rien fait.»

Ils sont rares les employeurs qui ont inscrit dans leur formulaire de demande d'emploi une

section «travail bénévole». Cela commence à peine et demeure à peu près inexistant dans l'entreprise privée. Quelques institutions d'enseignement, comme le cégep de Lévis, commencent à créditer l'expérience bénévole des étudiants, et pas seulement en travail social.

Francine ne regrette pas son expérience de travail bénévole et avoue même en faire encore un peu à l'occasion. «D'ailleurs, je crois que j'en ferai toujours un peu.» N'est-ce pas justement une des forces de l'action volontaire que d'être «saisonniers» dispersés et de renouveler constamment ses effectifs?

DEMAIN
L'AN 2000

Yves Leclerc



Une boîte à lettres dans votre PC?

D'après beaucoup de gens dans l'industrie de la micro-informatique, c'est la prochaine étape, le prochain développement qui donnera un nouvel élan à un secteur qui, il faut l'avouer, a tendance à s'essouffler depuis quelques mois. Cette prochaine étape, c'est l'avènement des réseaux de communication et du courrier électronique à usage professionnel.

Déjà, une bonne proportion des IBM-PC ou autres ordinateurs de bureau qui pénètrent dans les entreprises sont équipés de MODEM, ces circuits qui permettent de transmettre des données numérisées par ligne téléphonique. Et les programmes capables de réaliser la communication à distance entre ordinateurs ou terminaux sont disponibles depuis un certain temps déjà.

Pourtant, l'utilisation professionnelle et commerciale aussi bien des capacités de courrier électronique (entre individus) que de conférence par ordinateur (entre groupes) et de consultation de banques de données est loin de répondre aux prévisions optimistes qu'on faisait il y a un an ou deux. Tout indique même que la croissance de l'usage privé de ces fonctions est plus rapide que celle de l'usage commercial.

Paradoxalement, il est sûr que les différentes formes de communication électronique offrent des avantages marqués sur les formules traditionnelles, qu'il s'agisse du courrier, des messageries ou du téléphone.

Rapidité et souplesse

Les méthodes de courrier électronique sont d'abord plus rapides: un message, un document qui prend plusieurs jours à se rendre à destination par courrier normal, ou au moins 24 heures

par courrier express est acheminé en quelques minutes. Et ceci presque sans hausse de coût: à 120 caractères-seconde, ce qui est de plus en plus la norme des transmissions commerciales, même l'envoi par téléphone à travers le continent d'une lettre de deux pages (environ 3000 caractères) ne coûte qu'une minute ou moins de téléphone interurbain, soit à peine plus que la poste aérienne, et nettement moins que les messageries privées.

D'autre part, un document reçu sous forme électronique peut être retravaillé ou réutilisé de diverses façons sans avoir à être retapé, ce qui économise et du temps et de l'argent, et réduit les possibilités d'erreur.

Comparé au téléphone, enfin, le courrier électronique a l'avantage qu'il fonctionne même si le destinataire n'est pas présent, et un même message peut être transmis à plusieurs personnes à la fois.

Quant aux banques de données, elles offrent en théorie les mêmes avantages, et constituent des sources précieuses et abondantes de renseignements de toutes sortes: techniques, juridiques, financiers, fiscaux, etc. Elles sont plus répandues aux États-Unis et en anglais qu'au Québec et en français, et dans bien des cas leur contenu est spécifique au pays ou à la région; il n'en reste pas moins que les ressources disponibles sont partout sous-utilisées.

Un problème humain

Pourquoi ce retard, cette hésitation à tirer profit d'un mode de communication dont la quasi-totalité des experts s'entendent pour dire qu'il présente de nombreux avantages? Les raisons sont diverses, mais se résument en gros à trois:

— Le manque de compatibilité

entre les formats et les protocoles de communication.

— La difficulté technique et l'aspect rébarbatif de la plupart des systèmes pour un non-initié.

— La réticence à adopter de nouvelles méthodes de travail, et en particulier à se passer de la sécurité que procure le support papier.

Les deux premiers problèmes sont principalement de nature technique. Non seulement chaque fabricant d'ordinateurs ou de terminaux, mais encore chaque créateur de banque de données, a eu tendance à créer son propre «protocole» ou mode d'accès et de consultation. Si bien qu'aujourd'hui, pour vraiment profiter des réseaux et des banques existantes, il faut avoir une connaissance minimale d'une demi-douzaine de systèmes fort différents entre eux.

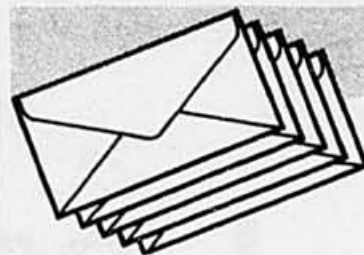
De plus, ces systèmes sont trop techniques, trop «informatiques». Ils exigent de l'utilisateur une connaissance exagérément détaillée des équipements et des méthodes de transmission employés. Un peu comme si pour téléphoner à quelqu'un à l'étranger il fallait savoir comment atteindre le réseau interurbain, et si la communication doit se faire par câble ou par satellite, et avec quelle vitesse, quelle densité les informations seront transmises. Ce type d'exigence tend à rebuter des profanes qui ne sont intéressés au fond qu'au résultat final.

Mais il est probable que le principal obstacle à une montée rapide des communications électroniques est psychologique et social: l'utilisation des nouvelles techniques force ceux qui s'en servent à modifier leurs façons de travailler, à apprendre de nouvelles méthodes.

Pour bien des activités de communication, les techniques traditionnelles non seulement suffisent, mais sont plus faciles et plus agréables que leurs équivalents électroniques: notes manuscrites, rencontres en tête-à-tête ou en petit groupe, démonstration au tableau noir (ou blanc), etc.

Ce qui fait que souvent, même là où les nouveaux services sont implantés, on tend à les négliger pour les anciens. Dans un centre de recherches que je connais, où pratiquement chaque membre du personnel a un terminal ou un ordinateur relié au réseau sur son bureau, l'utilisation de la «boîte à lettres électronique» diminue à vue d'œil au lieu d'augmenter: «C'est trop compliqué à apprendre et à employer, on aime mieux se téléphoner ou s'envoyer des bouts de papier écrits à la main», explique un chercheur.

Il faudrait peut-être que les constructeurs et les programmeurs cessent de se préoccuper uniquement des aspects matériels et techniques de leurs produits, et commencent à se poser plus de questions sur leur fonction et leur utilisation. □



LE COURRIER

On adresse le courrier à
Yves Leclerc
La Presse - PLUS
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué. H2Y 1K9

Monsieur,

Dans le journal du lundi 11 mars à la page B2, il y avait un article qui parlait d'une nouvelle méthode d'enregistrement des données. Il s'agit d'un périphérique appelé «Quick Data Drive». Pouvez-vous nous donner quelques informations supplémentaires sur ce nouveau produit?

Bien à vous,

Jean Dufresne, Montréal

RÉPONSE: J'ai vraiment cherché à en savoir plus sur ce produit: moi aussi, la nouvelle m'avait intrigué, mais comme elle provenait d'une dépêche d'agence de presse, il ne m'a pas été possible d'en retracer la source, ni d'obtenir de renseignements supplémentaires là-dessus. Cependant, il me semble clair que ce produit n'est pas une unité de disquettes, comme le laisse entendre le titre, mais un lecteur de rubans ou de cassettes qui incorpore une nouvelle méthode plus rapide d'enregistrement des données.

Cette méthode peut être soit physique, soit logicielle, soit un mélange des deux. Et je dois admettre que pour qu'elle connaisse un grand succès, il faudra qu'elle soit vraiment remarquable: il existe déjà un grand nombre de techniques d'enregistrement de données, et il se pourrait bien qu'on ait plus besoin de standardisation que de nouveautés dans ce domaine.

Quelques tentatives en ce sens ont été faites par le passé, mais elles ont eu encore moins de succès que celles pour normaliser l'enregistrement sur disquettes. La seule véritable «norme» qui ait été établie s'appelait la norme «Kansas City»; elle a été assez populaire et fort utile à la fin des années 1970 chez les hobbyistes, mais sa lenteur aussi bien que les libertés qu'ont prises avec elle les principaux constructeurs l'ont vite condamnée.

Disons simplement que l'enregistrement sur ruban répond à trois besoins bien distincts (et à trois catégories de prix en conséquence). Le premier est celui d'un système bon marché de stockage de données pour ordinateurs personnels, utilisant un magnétophone standard ou presque, et une technique traditionnelle (analogique) d'encodage. C'est celui des «Datasette» de Commodore, des lecteurs dédiés d'Atari, ou encore des interfaces cassette des ordinateurs bas de gamme de Radio-Shack ou de Sinclair.

Le second est le successeur des grands «dérouleurs de bandes» de l'informatique classique, et tient la place du lecteur de disques chez certains fabricants. Il utilise en général une méthode numérique d'enregistrement, et permet un accès sélectif aux divers éléments d'un fichier. C'est

le cas du «Microdrive» de Sinclair et des cassettes numériques de Coleco ou de Hewlett-Packard.

Le troisième, enfin, a pour fonction de créer des copies de sécurité des fichiers stockés sur disque dur fixe Winchester. Il fonctionne de manière numérique, à très grande vitesse, mais ne permet pas l'accès sélectif, puisque son rôle est de recopier tout ou une partie importante d'un disque de 5 à 40 méga-octets dans le plus court laps de temps possible. C'est ce qu'on appelle un «streamer», et on le retrouve de plus en plus souvent jumelé à un disque dur, surtout sur les systèmes commerciaux de haut de gamme. Des trois, c'est le plus récent et le plus cher.

Ceci dit, il ne faut surtout pas prendre pour acquis que les logiciels (habituellement en ROM) fournis par les fabricants d'ordinateurs pour lire et écrire sur un disque ou un ruban sont idéaux et ne peuvent être améliorés. Au contraire, dans la plupart des cas, ils connaissent de multiples versions, dont certaines ont pour but de corriger des «bogues» ou erreurs qui s'y trouvent, d'autres d'augmenter leur souplesse et la variété des fonctions qu'ils peuvent accomplir, d'autres enfin d'accélérer leur fonctionnement.

Ces programmes portent le nom de «disk drivers» (comme il y a des «screen drivers» pour l'écran et des «printer drivers» pour l'imprimante), et ils forment un ensemble de base du «système d'exploitation», le logiciel qui gère les échanges entre l'unité centrale d'un ordinateur et ses périphériques. Ils comportent des fonctions comme «abaisser la tête de lecture», «remonter la tête de lecture», «écrire sur une piste», «lire une piste», «chercher la piste N», etc.

Par exemple, j'ai eu récemment l'occasion de mettre à l'essai un nouveau «disk driver» pour le Commodore 64. Jusque-là, il me fallait près d'une minute et demie pour charger le langage Logo. Avec ce nouveau «driver», cela se fait en moins de dix secondes. Et moi qui, comme tout le monde, croyait que c'était simplement l'unité de disquettes de Commodore qui était lente!

De toute façon, il n'y a probablement aucun périphérique qui soit aussi intimement relié à l'unité centrale d'un ordinateur que le lecteur de disques ou de bandes, et donc aucun périphérique qui soit aussi peu «standard». Presque chaque modèle de chaque constructeur utilise une technique d'enregistrement différente, et dans la plupart des cas, même si une méthode révolutionnaire d'encodage apparaît sur le marché, vous n'y aurez accès que le jour où elle aura été adaptée à votre modèle précis d'ordinateur. □

L'ORDINATEUR À LA PORTÉE DE TOUS:

MBC 555-2 • MICROPROCESSEUR PUISSANT 16 BITS
• SYSTÈME D'EXPLOITATION MS-DOS

- ORDINATEUR 256K
- LECTEURS (2) 360K
- LOGICIELS: WORDSTAR • CALCSTAR
DATASTAR • BASIC
- CARTE VIDÉO ÉMULATION IBM
- MONITEUR COULEUR RGB CRT 50

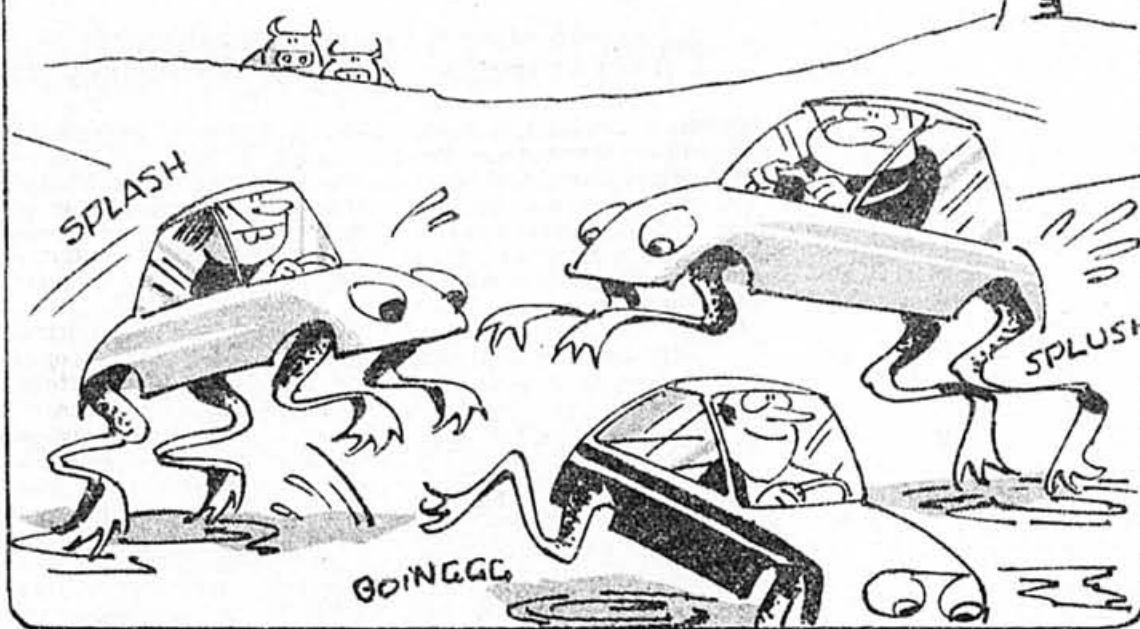
SPÉCIAL D'AVRIL 2388*

Aussi disponible:
modèle de base MBC-550
à 998\$

271-2316
8184, St-Hubert
(Nord de Jarry)

Dumoulin
INFORMATIQUE D.R.

"et les autos chantent la liberté!"



L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier



CUISINE

Joyeuses pâtes

Les pâtes de notre enfance se résumaient à peu de choses: spaghetti et macaroni. Les Italiens étaient fâchés, et avec raison: des siècles de gastronomie résumés à une seule sauce — à la viande —, parfois agrémentée de boulettes. C'était un peu court. Qui, aujourd'hui, ne connaît pas les tortellini, les ravioli, les gnocchi, les rigatoni et autres fettucine? Toutes les sauces possibles et imaginables? Toutes les pâtes fraîches de toutes les couleurs? Rouges à la betterave, roses à la tomate, jaunes au safran, vertes à l'épinard, tachetées de vert au herbes. Le grand chic: fabriquer soi-même ses pâtes. Un chic qui n'a toutefois aucun mérite parce que les machines font tout d'elles-mêmes. Vous y mettez les ingrédients — semoule de blé dur, de préférence, oeufs légèrement battus —, vous activez et, en quelques petites minutes, vous obtenez les pâtes les plus fraîches du monde: un jeu de bambino. Et si vous y tenez vraiment à vos boulettes, elles auront quand même plus fière allure sur des linguini que vous aurez vous-mêmes fabriqués.

BOUTIQUE

L'image au pouvoir

4257, rue Saint-Denis, une amusante boutique qui s'appelle L'Image. Imprimés de toutes formes. Posters, affiches et les ingénieuses cartes d'une PME appelée Trapèze, créée et dirigée par Luc Benoit. Cartes tridimensionnelles comme celle qui s'appelle «You're magic»: on l'ouvre et s'échappent d'un chapeau un lapin, une colombe et un as de pique. Ou ces cartes dont les messages — pourtant des plus banals: bonne fête, merci, bon voyage — se présentent en lettres détachées, aux vives couleurs, que le récipiendaire peut agencer comme il lui plaît. En verlan, peut-être? Nebon tefé, cimer, bon agevoy.

MAGAZINE

Le triomphe du noir et blanc

Il est publié à Paris et s'ap-

pelle «City Magazine». Quand on connaît l'anglophilie galo-pante des Parisiens, il n'y a pas de quoi se surprendre. Quand même rédigé en français, in, branché, audacieux et d'un noir et blanc qui n'a rien à envier à la couleur, il se veut international et il l'est résolument. Sur une table à café, vraiment très très bien.

ANIMATION

Le must de Stanley et Sherbrooke

La Maison Alcan, la plus noble conquête du centre-ville, le plus bel édifice du Canada, le chef-d'oeuvre, le point de référence — ne dit-on pas «réussi comme la maison Alcan»? —, demeure à voir et à revoir. Son extérieur pour l'intégration si réussie, son intérieur pour les oeuvres d'art qui y sont installées en permanence et pour son atrium. Atrium très animé où l'on présente des concerts à l'heure du lunch et où sont présentés actuellement les superbes objets volants et cerfs-volants de Claude Thibodeau. Qu'on se le dise! Quiconque fréquente les parages de Sherbrooke et Stanley sans mettre les pieds à la Maison Alcan n'est pas un vrai Montréalais.

HAÏTI

Le rapt d'E.D.

Notre bien-aimé président à vie a réuni d'urgence son conseil des ministres afin d'examiner les mesures à prendre à la suite de l'enlèvement, hier soir, alors qu'il empruntait l'autoroute de terre battue menant à notre jolie capitale, du distingué parlementaire canadien E.D. Une organisation terroriste connue sous le nom de «Haïtiens associés pour un Haïti autonome» — les Haha — a revendiqué le rapt et réclame une rançon de huit millions de gourdes du Parlement canadien. À Ottawa, le ministre Joe Clark a promis de verser la rançon aux ravisseurs à la condition expresse que ceux-ci s'engagent à garder le député en captivité.



Ces « lieux » qu'on ne nomme pas...

Les Lieux
(une histoire des commodités)
par Roger-Henri Guerrand
Éditions «La Découverte»

Les «lieux»! Il faut un peu de génie de la langue française pour nommer par un mot si immense, si vague, les «lieux» les plus précis, les plus petits qui soient: les toilettes. Mais, peut-être en effet, faut-il bien et toujours les appeler «les lieux» car, tout modestes soient-ils, ils sont d'une importance extrême et j'imagine volontiers la panique qui nous saisirait tous si, d'un seul coup, une fée malicieuse nous les faisait disparaître.

D'ailleurs (Victoria et sa fermeture-éclair) est passée par là. Les «lieux» ne se nomment pas et, dans les endroits publics où ils sont nécessaires, on les indique généralement par cette commodité de langage, «femmes» ou «hommes». Roger-Henri Guerrand, lui, ne se gêne pas et non content de les nommer pour ce qu'ils sont ou prétendent être, il vient de leur consacrer un petit livre (Édition La Découverte) où il recense avec tout le sérieux requis pour un historien des mentalités et un architecte (ce qu'il est en effet) l'histoire de ces endroits qui n'en ont pas et qui, dans un sens, ne peuvent pas en avoir. Garnier lui-même, le constructeur de l'Opéra de Paris, cette salle immense à l'architecture très complexe, ne les mentionne pas dans la monographie pourtant détaillée qu'il publia sur le théâtre qu'il avait construit et, aujourd'hui encore, les trouver est encore plus difficile que d'écouter l'opéra que l'on chante sur scène! Dans notre Place des arts, beaucoup plus modeste, ils sont, en regard, superbes.

D'abord et avant tout, ce petit livre est extrêmement amusant. L'auteur connaît son sujet et a soigné sa documentation qui apparaît comme toute nouvelle et qu'il a choisie, un peu malicieusement, pour nous faire comprendre comment nous sommes devenus peu naturels quand il s'agit de besoins qui le sont, eux. Cela na date pas d'ailleurs d'hier puisque Montaigne déjà se révolta: «Qu'a fait l'action génitale aux hommes, si naturelle, si nécessaire et si juste, pour n'en oser parler sans vergogne et pour l'exclure des propos sérieux et réglés? Nous prononçons hardiment tuer, dérober, trahir; et cela, nous n'oserions



en parler qu'entre les dents?»

En réalité, nous devons ces précautions oratoires, ces euphémismes riant à notre brave 19e siècle car, avant, on ne mettait pas tant de manière à parler de tout ce la et à le faire. Qui ne connaît le vocabulaire de Rabelais, pourtant clerc et médecin? Qui ne connaît les lettres salées de la princesse Palatine? Qui ne connaît les exclamations de Luther? Enfin, tout le monde tenait à cette petite mais importante liberté de faire comme on voulait ce qu'il fallait bien faire. Ainsi, au 17e siècle, des magistrats voulurent interdire cette libre latrine dans la rue et il s'ensuivit une émotion populaire. Une délégation, conduite par un maître tisserand, alla protester à l'Hôtel de ville de Paris: «Messieurs, dit le porte-parole, nos pères y ont chié, j'y chions et nos enfants y chierons». Mais ce n'est pas tout à fait de la faute du 19e siècle si tout changea alors. La population urbaine augmentait avec l'industrialisation. Le problème du résidu humain devint une obsession qui préoccupa aussi bien les hygiénistes que les moralistes et si les premiers avaient de l'invention, les seconds avaient de l'imagination de telle sorte qu'il n'était pas toujours facile d'harmoniser les intentions des uns aux caprices des autres qui, par exemple, voyaient dans les «lieux», retirés forcément, des occasions de

masturbation, autre obsession de l'époque.

Mais il ne faut pas oublier que la médecine n'avait pas encore les moyens radicaux qu'elle possède aujourd'hui pour tuer les virus divers et, notamment, le tréponème de la syphilis qui fit tant et tant de dégâts alors, que l'on craignait d'attraper partout et, en particulier, sur le siège des toilettes d'où des invraisemblables traités sur ce simple sujet du siège de pierre ou de siège de bois verni.

Le recensement que fait Roger-Henri Guerrand des moyens et des propositions de l'homme en cette matière est à mourir de rire, tout bêtement parce qu'il nous semble aberrant aujourd'hui alors que le problème, malgré quelques obstructions de tuyauterie assez rares, est réglé définitivement. Quoique de temps en temps il nous faille repenser de la «purification des eaux usées». Mais «usées» par quoi? On oublie de le dire...

Il va de soi que c'est Montaigne qui a raison et qu'il faut comprendre la fonction génitale, «si juste», sous son double aspect érotique et excrémental. Toute la difficulté vient de là. Roger-Henri Guerrand ne manque pas de faire le point et il nous montre en effet, sans pédanterie, comment l'un régit l'autre. Tout le monde sait, d'ailleurs, que le premier acte social de l'enfant est de ne plus souiller ses couches mais d'aller sur le pot. Tout le monde sait combien gratifiant est cette victoire pour les parents, enfin débarrassés d'une corvée éprouvante. Tout le monde sait aussi comment cette défaite est traumatisante pour l'enfant. De cet exemple individuel, il est possible de tirer un enseignement social et collectif. Au fur et à mesure que se resserrait sur l'individu social l'interdit de la latrine, contre laquelle protestait le maître tisserand que l'on sait, se contractait aussi sa liberté sexuelle. Le génital érotique et excrémental se confondait et tout cela, qui est en bas de la ceinture, devenait sale et dangereux, si sale et si dangereux que certains ordres religieux, particulièrement maniaques, avaient inventé un petit baton pour glisser la chemise dans le pantalon sans risques.

Tout cela est-il du passé? Pour une grande part, sans doute mais il n'en reste pas moins vrai que nous n'utilisons qu'avec réticence tous les mots qui président à l'appellation des fonctions résiduelles de l'homme. Même le mot «sueur» à quelque chose de vicieux que rectifient, heureusement, les désodorisants divers. Quant au papier de toilette, ne savons-nous pas qu'il doit être doux comme du coton et se nommer gracieusement «White Swan»? En fait, Roger-Henri Guerrand le dit, «Aucune discipline n'existe et ne subsiste sans système pour la sous-tendre et tel est bien le cas dans l'attitude de la bourgeoisie vis-à-vis de la saleté excrémentielle. La démocratie bourgeoise appelait fatalement l'invention des toilettes. Et il n'est pas facile à dire si c'est la bourgeoisie qui a créé les «lieux» ou les «lieux» qui ont créé la bourgeoisie. Sombre dilemme!



Héritage normand

De normand authentique, il n'y a guère dans notre parler que quelques dizaines de mots plus ou moins familiers, plus ou moins fréquents. C'est que le dialecte normand est tellement ancien qu'il est bien difficile aujourd'hui de dire avec certitude si tel mot ou tel autre appartient à ce dialecte plutôt qu'à un autre. Tout est devenu tellement entremêlé avec le temps. Il serait donc bien imprudent de ma part d'en dresser une liste. Tout au plus vais-je tenter d'intéresser le lecteur ou la lectrice à quelques spécimens que j'affectionne plus particulièrement.

Prenons par exemple le mot «tocson» qui, chez nous, désigne habituellement un petit garçon plutôt costaud. Selon un sens plus ancien, ce mot désignait un homme (ou même une femme) grossier, lourdaud et rustre dans ses manières par analogie avec le boeuf car on disait alors «un boeuf tocson, un tocson». J'avais cru jusqu'à présent qu'il s'agissait d'un mot d'origine exclusivement normande que nous avions réussi à conserver dans son acception dialectale, ce qui est vrai. Or j'ai retrouvé le même mot dans le parler parisien du XVIIe siècle écrit sous la forme «TOXON» et qui voulait dire: «homme qui a des prétentions à la beauté et à l'esprit et qui est sot et laid». Dans ces conditions, le mot n'est peut-être pas d'origine vraiment normande quoique nous ayons conservé, en la modifiant quelque peu, l'acception qu'il avait dans le dialecte d'un grand nombre de nos ancêtres.

Puisque nous sommes dans la ménagerie, restons-y! Qui ignore chez nous l'expression: «C'est un vrai taupin!» en parlant, là encore, d'un homme très fort, du genre armoire à glace. Héritage de nos ancêtres du sud-ouest de la France, pensez-vous? Détrompez-vous puisque la Normandie peut aussi revendiquer la même expression parce qu'un «boeuf taupin», là-bas, désigne un boeuf de robe noirâtre. Décidément, n'y en aurait-il que pour les hommes, dans le parler d'ici?

Les femmes ne sont pas en reste, Dieu merci! C'est ainsi qu'un de mes amis s'est toqué quelques jours durant du mot «gribiche» dont il qualifiait sa femme de manière... fort affectueuse. «Ma gribiche» par-ci, «ma gribiche» par-là: je dois dire qu'il en avait détourné le sens à son insu car dans le dialecte normand de nos ancêtres, ce mot voulait dire exactement le contraire: «une femme querelleuse, acariâtre et surtout méchante». Croyez-le ou non, ils

ont divorcé depuis lors... Et cet autre mot de notre vocabulaire affectif: «gripette»? Normand lui aussi. Je l'ai entendu dire récemment dans la bouche d'une locutrice montréalaise. Comme «mon p'tit v'limeux» — à l'origine, «véneimeux» — ces produits s'adressent à des enfants, fille dans un cas, garçon dans l'autre, que l'on pourrait traiter de «p'tits diables» à la normande.

Il est à peu près certain que l'héritage le plus authentiquement normand de nos ancêtres, c'est le suffixe «-eux» d'un grand nombre d'adjectifs et de noms que nous employons fréquemment tels: «un écureux», «un chevreux», «un siffleux», «un robineux», «un rebouteux», etc. Ce suffixe est habituellement péjoratif et permet aux mots suivants d'être employés aussi bien comme adjectifs que comme noms: «seineux», «têteux», «pisseux», «senteux», «bretteux», «colleux», «ostineux», «raleux», et ainsi de suite. L'esprit normand, suis-je alors tenté de penser, est un esprit chagrin... Dans le même filon, je trouve le vocatif de «zarzais» absolument délicieux. Traiter quelqu'un de «zarzais», c'est lui dire à la normande qu'il est «niaiseux» et innocent car ce mot provient de la déformation de «Jersais», du nom des habitants anglo-normands des îles Jersey et Guernesey situées à quelques dizaines de kilomètres des côtes de Normandie. Par analogie à nos «newfies», c'est vous dire toute la considération que nos ancêtres avaient pour leurs compatriotes insulaires!

Nous savons tous ce qu'est une «pinouche». Ce mot nous vient du normand «pignouche» qui, dans le pays de Caux, désigne une petite cheville de bois qui bloque une ouverture située très au-dessus de la «champleuse» d'une «tonne» de cidre, d'où justement notre expression «sentir la tonne» lorsque notre haleine trahit nos excès. Normand aussi «une mauve», qui s'emploie encore dans la région de Mont-Laurier, entre autres, pour désigner une mouette. Il en est de même du mot «miton», mie de pain en Normandie, que j'ai quant à moi entendu dans la région de Granby dans l'expression «faire, manger de la soupe aux mitons».

Enfin, les puristes du français nous chicanent sur l'expression «banc de neige» parce que, disent-ils, c'est un affreux anglicisme. Savent-ils que dans le parler cachois, «une banque de neige» désigne justement le talus que fait la neige lorsqu'elle est repoussée sur les bords du chemin? L'anglicisme en question ne serait-il pas plutôt un dialectalisme hérité de la parlure de nos ancêtres normands?

POUR
ÉCOUTER

Jean-François Doré



PARIS-TEXAS

Comme la richesse cachée du désert

Le point le plus élevé à des kilomètres et des kilomètres à la ronde c'est un cactus nain qui pousse par là, surgi qu'il ne sait trop où lui-même. Il aurait bien voulu grandir le cactus nain, mais la chaleur écrasante l'en a empêché, lui tapant continuellement sur la tête à grands coups de rayons de soleil. Encore heureux qu'il soit encore debout. Il aurait très bien pu avoir été emporté il y a longtemps par ce lance-flammes de vent qui mitraille de sable tout ce qu'il y a sur son passage, charriant avec lui des carcasses de boules de ronces.

Vous vous attendez à ce que le train siffle quelques fois, qu'un «cow-boy» fasse voir la jambe droite de sa culotte frangée ornée d'un étui, lui-même garni d'un Colt 45, à gauche de l'écran, en gros plan, pendant qu'en plan extrêmement éloigné on voit venir tranquillement, à travers une brouillasse caniculaire, l'ennemi juré du propriétaire de la jambe droite en gros plan, à qui il en veut à mort, ce qui devrait être réglé d'un côté ou de l'autre d'ici quelques instants, ne perdez pas patience ça s'en vient.

Lourde musique d'harmonica incisif et déchirant qui vous lacère les tympans: ça va éclater. Eh bien non! Vous vous êtes trompés de film, retournez à la case départ et rachetez votre billet.

Ce qu'on voit c'est un homme qui marche, d'un pas décidé, vers un quelque part surgi d'il ne sait trop où lui-même et qui est très certainement ailleurs. Il était allé voir s'il n'y était pas et justement il venait d'en partir à l'instant. Il s'était raté d'une toute petite vie, à la bifurcation là-bas, celle marquée Paris-Texas. La «slide-guitar» de Ry Cooder laisse se prolonger une langueur plaintive qui arracherait des larmes à un coyote, le ton est posé, les bases sont jetées, l'envoûtement est créé.

Rédemption de ses péchés

Les envolées de notes lentes qui montent en volutes, variations diaphanes sur les thèmes de blues du Delta chers à Cooder, retracent les méandres du chemin parcouru par le héros dans la quête de son Saint-Graal intérieur, la paix du cœur et de l'esprit et la rédemption de ses

péchés (lire erreurs) par la redécouverte de sa femme et de son fils, puis ultimement de lui-même et de ses racines dans une petite ville perdue du fin fond du Texas, Paris. Thème simple, développement riche, tout en affaire de climat et d'atmosphère, tout concourait à fournir à Ry Cooder un terrain propice à l'expression de ses talents.

Il s'y emploie avec l'économie d'un thème de deux à cinq notes, cartographiant un voyage spirituel à travers un paysage psychologique sonore qui nous hante et nous imprègne, nous colle à la peau comme une sueur. Ses arabesques musicales ont une qualité universelle qui se trouve à sa place tant dans le désert texan du film que dans votre salon avec une tempête de neige à l'extérieur. C'est une musique qui peut à la fois servir de musique d'ambiance, pour accompagner la lecture ou la conversation, ou encore être écoutée pour elle-même. On peut y entrer comme on pénètre dans un univers particulier et découvrir, au fil des écoutes, des affluents nouveaux, des fourches nouvelles, pour de fois en fois en emprunter des différentes qui toujours nous emmènent ailleurs selon nos états d'âme du moment.

Ry Cooder, il faut le dire, est dans une classe à part. Il est sans conteste le grand maître de son instrument. Expert du «bottleneck» et de la «slide» guitare, il a développé au cours des années un style qui lui est propre et qui réunit, en plus de ses influences «delta blues», le «folk»,



le «country» et le «rock». Grand érudit, musicologue d'une expertise notoire, sa connaissance des musiques folkloriques américaine et mexicaine ont fait de lui un «musicien des musiciens» recherché tant pour ses connaissances et son approche académique que pour ses qualités d'instrumentiste et de compositeur. Il a été demandé par les plus grands, allant des Rolling Stones à Randy Newman, mais

c'est son oeuvre de soliste qui est la plus remarquable.

Pour en revenir au disque «Paris-Texas» il faut dire que, contrairement à la majorité de ces B.O.F. (bandes originales de films), celui-ci ne se veut pas être un simple memento, un souvenir, sonore pour ceux qui ont aimé le film. Le disque se tient en lui-même et par lui-même. Mais il y a un défaut. On y a inclus en plein milieu de la face «B» le long monologue de Harry Dean Stanton qu'il livre à Nastasia Kinski dans le cubicule de la maison de voyeurs, monologue qui est déjà d'une longueur effarante dans le film et qui devient, sur disque, carrément insupportable. Si le «I Knew These People» peut avoir sa place dans le film et éclairer le spectateur sur les motivations et les circonstances des gestes posés par le héros, sur disque cela devient une intrusion, une interruption presque impertinente du flot musical qui nous berce. Très très agaçant.

Outre donc ce défaut, qui peut être facilement corrigé si vous faites comme moi et enlevez ce huit minutes inutile en recopiant le disque sur cassette, Paris-Texas vous fera passer des moments sublimes, tout en musique, sauf pour cette très belle petite valse mexicaine (tex-mex en fait) chantée en espagnol par Stanton et qui donne un changement de ton très agréable. On dit des terres désertiques que ce sont les plus riches et qu'en s'asséchant elles ont gardé toute leur virtualité créatrice et féconde. Ry Cooder en fait la preuve avec toute la munificence de la simplicité musicale. □

LES CHOIX DE GÉRARD LAMBERT

GÉRARD BLANCHARD
«Version pauvre du
Lac des cygnes»
BARCLAY 823161-1
☆☆☆

Rien qu'avec un titre comme ça, il est à l'abri. Ça donne déjà une idée du bonhomme. Quant à sa trombine de farceur, elle est largement à la mesure des textes des chansons. Bref c'est drôle, remuant, plaisant et bien foutu. Tout cela fait un disque typique avec un cachet particulier, accordéon qui se pointe le nez entre deux séquences de synthétiseur, consommable et dansable sur l'instant. Le disque passe merveilleusement bien car Blanchard reste naturel. Un humour dont il est seul capable (sauf Gainsbourg et Bashung) et qui fait de cette entreprise quelque chose de mouvant, de vivant. Reprenez-en tant que vous voudrez, c'est garanti 100% joyeux.

RICHARD THOMPSON
«A cross a crowded room»
POLYDOR PDSI-6413
☆☆☆

Son premier album solo, les six albums précédents étaient enregistrés avec sa femme Linda Thompson. Bien astiqué, ronflant et presque brillant. Disque concis, ramassé, efficace. Richard Thompson nous sert là le truc parfait: grandeur de ton, sensualité luxueuse des guitares, chaleur vocale veloutée. C'est effectivement cohérent, respire la construction et remue les tripes sans problème. Il marie la fougue, le charme, la spiritualité. La musique est le plus grand phénomène de communion de ce siècle; elle s'est substituée à la prière sans pour autant rompre avec l'essentiel, l'émotion et la sensation du corps. L'on a ici une musique et des textes qui possèdent les qualités de sève. Un album terriblement expressif.

WHITE WOLF
«Standing Alone»
RCA KKL 1 0554
☆☆

Du hasard canadien qui essaye de concilier rock dur et intelligence. Le groupe se montre sous un jour séduisant. Il se lance à corps perdu dans un hard rock fier et combatif. Charges de guitares carillonnantes. Et un son de cloche finalement assez uniforme. On n'a pas vraiment le temps de souffler. En bref, ils délivrent d'innombrables solos avec ces incroyables piqûres suraigües qui abiment les tympans. On l'écoute en souffrant, on l'absorbe comme une potion d'autant plus amère que les possibilités semblent énormes. C'est dire que tous les ingrédients sont là! Alors pourquoi la sauce n'a-t-elle pas pris?

THE TEXTONES
«Midnight Mission»
GOLD MOUNTAIN
GM 86010
☆☆ 1/2

Deux choses semblent avant tout créer la différence pour ce groupe; d'abord, d'avoir quelque chose à dire comme inspiration principale, ensuite de le dire avec cette conception globalement positive du son qui, faisant fi des gimmicks, des tendances modes, prend cette forme d'arme électrique unique. Comme dans «Hands of the Working man», Textones démontrent qu'ils savent manier avec finesse cette tension inspirée. La flamme qui les anime est celle qui ne souffre pas la contrefaçon. Basse bien fouettée, riffs éclairs et vocaux rebondissants en strict parallèle à la trame rythmique. Il y a là dedans assez de munitions pour forcer le passage du divertissement.



« J'aime mieux mourir de faim que d'ennui... »

Tout a commencé par une éviction. Le 3 janvier 1984, Mme Rose M., qui avait toujours habité le Centre-Sud de Montréal, reçoit une lettre de son propriétaire, refusant de renouveler le bail au 1er juillet 1984, à cause de travaux de rénovation.

Mme M. doit donc avoir quitté son logement, dit l'avis qu'on lui a envoyé, pour le 1er juillet 1984. Nouvel avertissement le 3 juin de la même année, mais avec un sursis jusqu'au 1er octobre. C'est un nouveau propriétaire.

L'OMHM entre en jeu...

Mme M. a en main plusieurs lettres émanant de l'OMHM (Office municipal d'habitation de Montréal). La première (le 25 juillet 1984) la réfère au chef de la Division des demandes. Il faut mentionner ici que depuis janvier 1984, Mme M. multipliait les téléphones, remuant ciel et terre pour trouver où loger. Elle affirme qu'à l'Office, on lui répondait qu'elle était en tête de liste. Mais une lettre de l'Office (le 8 août 1984) dit substantiellement : «...nous sommes au regret de vous informer que nous ne prévoyons pas être en mesure de vous offrir un logement avant le 1er octobre 1984 ni même au cours des mois subséquents...» Malheureusement, la situation de votre dossier dans la liste d'attente ne nous permet pas d'espérer pouvoir vous aider à court terme. Me rappelant mon entrevue avec M. N. Daoust, directeur général de l'Office, et son directeur du service de location, M. Robert Mainville, j'aurais cru qu'un cas d'éviction pour une raison comme celle-là devenait prioritaire et urgent.

Mme M. a alors fait appel au député fédéral de Saint-Jacques qui intervint en sa faveur auprès de l'Office. Il précise : « Cette dame qui ne possède qu'un très faible revenu est âgée de 62 ans, et se voit dans l'alternative de quitter le logement où elle habite présentement, soit le 1er octobre 1984. Devant une situation semblable, j'ose espérer qu'on lui trouvera un gîte à l'OMHM, sans quoi elle sera dans la rue. Elle reçoit un chèque du bien-être social et c'est tout. » Le 29 août 1984, le député reçoit de l'Office une réponse identique à celle qu'avait eue Mme M., sauf qu'elle était signée par M. Mainville lui-même. Après cela, qui osera accuser l'OMHM de favoritisme!

De vains efforts...

Mme M. s'est démenée comme un beau diable pour obtenir de l'aide et du soutien. Seulement à l'Office, elle eut affaire à huit personnes. La porte ne s'ouvrait pas. Elle a téléphoné ou écrit à des députés des deux niveaux de gouvernement, à des conseillers municipaux, (sans oublier le maire Drapeau qui s'en est lavé les mains et l'a retournée à l'Office, non plus que le RCM, y compris M. Jean Doré lui-même.) à des travailleurs sociaux, à des comités de logement, à la Régie du Logement, à la Ligue des droits de la personne, rien n'y a fait. Auprès de tous et de chacun, elle a tenté sa chance. Mais la chance n'était pas là pour elle...

Je vous passe les détails de cette lamentable histoire. Finalement, en décembre 1984, ses meubles furent transportés à la fourrière municipale où l'on s'engageait à les garder durant deux mois.

Enfin, un HLM!

Elle dut quitter sa demeure avant de pouvoir entrer dans un nouvel appartement. Elle dut aussi reprendre ses meubles que lui garde un curé au coeur généreux. Le Bien-être social lui loua une chambre durant 14 jours, dans un hôtel de troisième ordre, m'a-t-elle raconté. « Un lit, une chaise et des draps... propres mais qui semblaient avoir été utilisés ». Elle tomba malade et une amie la recueillit.

Puis... à la fin de décembre, elle eut enfin son HLM! Mais quel HLM... L'immeuble est situé rue Notre-Dame près de Berri. Étrange endroit, n'est-ce pas, pour y bâtir des habitations? Un bâtiment terne qui contient 48 logements. Des appartements sans balcons, sans cour arrière, des corridors mal éclairés, des fenêtres qui vibrent au moindre souffle, qui laissent passer la bise, l'hiver. Le point de vue? Des immeubles de bureau. On se croirait dans une prison. Les fournisseurs sont loin, laissant une clientèle prisonnière au dépanneur « qui vend 25 p.c. plus cher qu'ailleurs » assure Mme M. Et ailleurs, c'est loin...

Le 28 décembre, signature du bail pour « un studio » : \$132 par mois. Mme M. l'occupe. À l'intérieur, un divan sans coussins et deux chaises. Elle couche par terre, sur trois oreillers. Elle

n'entre pas ses meubles car elle veut déménager.

Propos et commentaires...

Mme M. parle abondamment. « On est ici, seule, sans personne pour nous ramasser. M. Mainville m'a dit de m'arranger avec mes propres moyens ». Elle reçoit \$420 par mois. « Je ne veux pas rester ici à aucun prix. Je veux aller dans ma paroisse. Je veux une chambre, une cuisine et un salon. J'ai de vieux meubles mais je les aime. Quand tu viens au monde dans un quartier... Ici, on n'a pas le droit d'avoir des animaux. J'avais un caniche. On me demandait \$35 pour le piquer; on a accepté \$15. »

Tout ce qu'elle a vécu depuis un an lui remonte au coeur. « Je crois en Dieu, mais je LUI en veux, parfois. Y a-t-il un Dieu seulement pour la crasse et les profiteurs? »

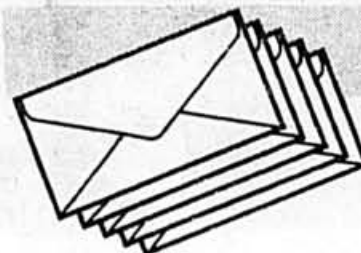
Des lendemains meilleurs?

Mme M. recouvrera son ancien logement rénové en juillet prochain. « Ici, le monde ne se regarde pas. Ça sent le mort, vous ne trouvez pas? Le soir, il fait trop noir; on ne peut sortir et prendre l'air puisqu'il n'y a pas de balcon. » J'avoue que, moi aussi, j'aurais peur de sortir dans la rue, le soir. C'est vrai que l'immeuble, intérieur compris, ne paie pas de mine.

Mais je m'inquiète: combien paiera-t-elle pour son nouvel appartement? « Entre \$260 et \$285 lance-t-elle. Je m'effraie. Il ne lui restera presque plus rien pour s'habiller et manger. Sa réplique jaillit: « J'aime mieux mourir de faim que d'ennui! Je mangerai des toasts... »

Elle continue: « On dit vouloir protéger les vieux. Eh bien, il faudrait les mettre en prison et mettre les prisonniers ici. Ils seraient obligés de se faire à manger et nous, nous aurions trois repas par jour, et nous serions servis... Et nous aurions une cour pour se promener... »

C'est la première fois que je voyais des HLM dans un tel décor. Bien mal situés, il faut l'avouer. Quelle idée d'envoyer vivre des personnes âgées dans le quartier des affaires! Je comprends Mme M. En plus d'être déracinée, elle se sent comme une prisonnière sans barreaux. Et combien de démarches pour obtenir de gîte minable, loin de tout, loin de tous...



On adresse le courrier à
Claire Dutrisac
La Presse - PLUS
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Qué. H2Y 1K9

Madame,

Je désirerais avoir une entrevue avec vous. Je demeure dans un centre d'accueil. Je suis autonome et très lucide. Si vous m'accordiez l'entrevue demandée, je vous donnerais plus de détails en ce qui a trait à l'administration.

Les infirmières, les auxiliaires et les préposés font ce qu'ils peuvent. Mais le manque de personnel est odieux; donc, tout s'en ressent. Ici, on ne peut voir le directeur général souvent; et encore, il faut une carte de visite! De règlement, il n'y en a pas.

Madame B.D.

R.— Chère Madame, vous me voyez désolée de ne pouvoir accéder à votre demande. Une semaine de sept jours de 12 heures chacun ne suffirait pas à combler toutes les requêtes du genre que je reçois. Je puis tout de suite voir que quelque chose ne tourne pas rond dans le centre d'accueil où vous habitez. Le seul fait, pour le directeur général, d'être si peu accessible et d'avoir besoin, pour le voir, d'une carte de visite, en dit long sur le fonctionnement de cet établissement. Vous dites qu'il n'y a pas de règlement; j'ai l'impression qu'il y en a trop!

Quant au manque de personnel, je dois reconnaître que depuis les restrictions budgétaires, c'est un mal général. Sauf que la direction de certains centres lutte avec acharnement pour essayer de maintenir la qualité des soins, tandis que d'autres se plient avec empressement à tous les diktats du gouvernement. Et il faut s'incliner, chapeau bas, devant les employés qui, dans des conditions la plupart du temps odieuses pour eux, conservent leur motivation au travail et le sens de l'humain...

Je vous suggère de prendre contact avec le Conseil de la santé et des Services sociaux de la région du Montréal métropolitain, 3725, rue Saint-Denis, Montréal, H2X 3L9. (Tél. 286-5600). Demandez le Services des plaintes. Et dites-moi, par la suite, comment vous aurez été reçue...

Madame,

Jusqu'ici, je n'étais pas un lecteur assidu de votre chronique, mais depuis celle du 9 février, je sens que je vais le devenir.

Dans le cours de la semaine précédente, il avait été question, à l'émission « Le Point », d'une enquête en cours auprès des personnes en Centre d'accueil. Je trouve que ces reportages à coups de « spots » et de « flashes » ne conviennent pas à ce genre de sujets; je préfère le ton de vos articles, soit dit sans flagornerie. Il m'est resté quelques brèves mais hallucinantes images de ce re-

portage à sensation. Des vieux qui ont peur, peur des petits SS, peur de faire une remarque sur les services, peur de la délation, au risque d'être catalogués forte tête, mauvaise tête et de se voir muter en permanence chez les indésirables. Mais qui décide et comment?

Du discours des personnes en autorité, on avait mis en évidence des perles comme : « Entre deux cents sortes de soupe aux pois, je dois choisir, j'en fais une. » Et si le choix était plutôt entre une soupe mangeable et une soupe infecte? Ou du genre : « Les bénéficiaires peuvent toujours avoir recours à la Charte des droits ». Et encore : « Avec le vieillissement des populations, ils auront un jour un vote prépondérant. »

Pendant ce temps, le pays dépense un demi-million pour assurer à un caractériel qui a mitraillé l'Assemblée nationale un procès équitable. S'il vous plaît, madame, continuez de nous faire entendre la voix du coeur et du bon sens.

P.P.

R.— N'ayant pas vu cette émission, je n'en puis juger. Mais, en dépit des diverses contraintes que subit la télé dans un pareil domaine, je vois que cette émission a eu le mérite d'en dire beaucoup... et que vous avez bien retenu l'essentiel. « Une image vaut mille mots » dit-on, mais il appert que souvent les mots valent mille images.

Par l'anecdote de la soupe aux pois, ce directeur général (un des meilleurs que nous ayons) veut simplement signifier combien il est difficile de satisfaire tous les goûts individuels. Et chez lui, il semble bien que la nourriture soit satisfaisante au risque de vous décevoir, je dois vous avouer avoir déjà écrit quelques-unes des « perles » que vous dénoncez, en ayant peut-être la chance de pouvoir les expliciter davantage.

Qui décide, demandez-vous? Il faut reconnaître l'importance du directeur général, surtout quand il est appuyé par un bon conseil d'administration et soutenu par un comité de bénéficiaires qui se tient debout. Tel n'est pas le cas partout, hélas!

Il est difficile à un caméraman d'entrer incognito dans un foyer clandestin. Le journaliste de la presse écrite cache plus facilement son crayon! J'ai l'impression que la télé rejoint souvent des gens qui ne lisent guère et accomplit ainsi un travail irremplaçable. La presse écrite peut expliquer plus longuement. Les mots, j'en suis heureuse, complètent l'image ou vice-versa. Merci de votre lettre.



LA PLONGÉE SOUS-MARINE

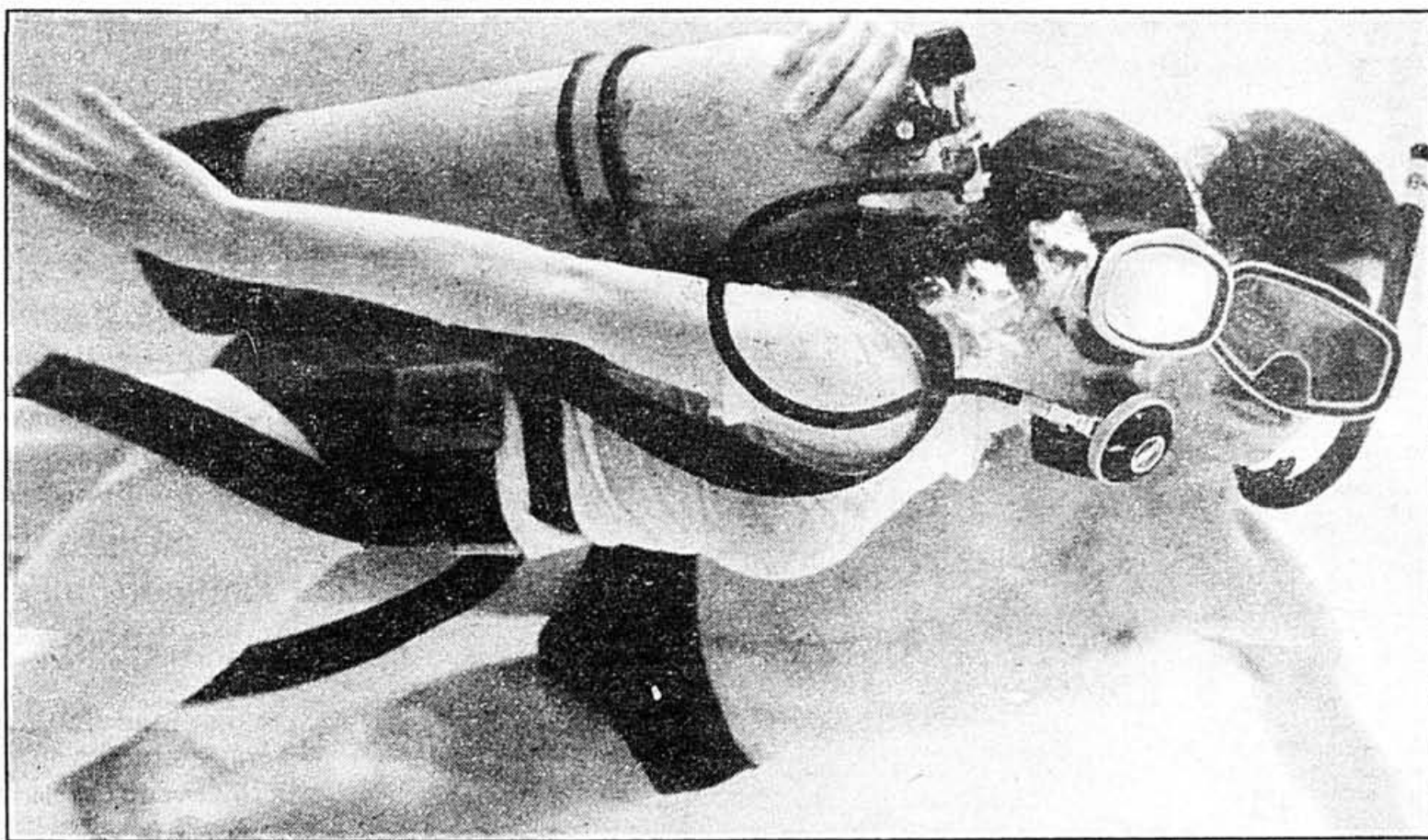
Un enchantement, même en eau douce

« **P**longer en piscine, c'est du gâteau! » m'avait-on dit. Derrière la fenêtre qui me donne accès au monde clos des plongeurs, je regarde, émerveillée et envieuse, chacun des mouvements gracieux des 14 jeunes gens qui, sous la direction de Richard Charron, apprennent à bien plonger en piscine. Ils ont fait un excellent choix d'école, puisque le Collège professionnel d'activités subaquatiques (CPAS) satisfait aux exigences des quatre associations internationales de plongée, dont la National Association Underwater Instructor, réputée au niveau de la qualité de ses cours théoriques et pratiques.

Ces 14 élèves au corps souple font partie des 700 personnes qui, chaque année, reçoivent du CPAS un diplôme de plongeur, après examen en piscine... puis en lac! La plupart d'entre eux ne s'arrêtent pas là cependant. Ils s'inscrivent sans tarder aux différents cours — avancé, maître en plongée, scuba-bronze (spécialité supérieure en sauvetage), plongée sous glace, formation de moniteurs, plongée souterraine, etc. Puis, de plus en plus passionnés par le monde sous-marin, de plus en plus enivrés par la beauté et le calme des lieux subaquatiques, ils s'adonnent à la photographie sous-marine, descendent les folles rivières du Québec en apnée, suivent des stages de biologie sous-marine et de recherche. Rien ne les arrêtera plus. Mais commençons par le commencement.

S'initier en piscine

D'abord faisons taire la rumeur selon laquelle il serait ennuyant de plonger au Québec, ce « grand pays fret ». Pas de coraux ou de poissons tropicaux ici, bien sûr, mais « une merveilleuse sensation, un bonheur de vivre le phénomène de l'apesanteur » disent, enthousiastes, Michel Lussier et Louis-Philippe Tétreault, tous deux professeurs au CPAS de Montréal. Je les bombarde de questions, le nez collé à la fenêtre où apparaissent les deux jeunes filles et les garçons qui, en un style fluide, montent, descendent, s'assoient au fond de l'eau, font parfois des signes avec leurs mains... Partout, des petites bulles surgissent, « bulles d'air tranquilles » puisque les plongeurs respirent calmement, sans n'énervier. Voilà Lyne Painchaud qui s'exerce maintenant à installer son équipement... assi-



Une seule bouteille d'air pour deux plongeurs, une bonne façon d'acquérir de la confiance. photo Bernard Brault, LA PRESSE

se au fond de l'eau. Ses gestes sont précis, ses membres détendus lorsqu'elle ajuste son masque, son tuba, sa ceinture de lest — ceinture de soie ou de nylon tressé à laquelle sont enfilées des pesées de plomb qui augmentent le poids du nageur —, ses palmes et, évidemment, sa bouteille d'air compressé.

Mais pourquoi les trois plongeurs que j'ai devant moi se tiennent-ils par les épaules? « Tu vois, dit Michel Lussier, un seul plongeur possède la source d'air (bouteille); à tour de rôle, les deux autres doivent aspirer de l'air à l'aide du détendeur, ce système de valves qui amène la pression d'air contenue dans la bouteille à la pression environnante et qui se termine par une sorte de gros champignon de caoutchouc. Il s'agit pour eux d'apprendre à contrôler leur aspiration sous l'eau, à acquérir de la confiance. » Et Lussier de me parler du « copinage » qui doit absolument exister entre plongeurs.

Entraide sous l'eau

« Les plongeurs doivent toujours plonger à deux pour obte-

nir une surveillance mutuelle, dit de son côté Richard Charron, directeur du CPAS. Jamais les plongeurs ne se perdent de vue sous l'eau: si l'un remonte, l'autre doit le suivre! Et lorsque l'eau devient trouble, ils plongent reliés par une corde. Mais attention: il est important de s'assurer que son copain de plongée possède une carte de plongeur reconnue. » Bien sûr, il est tentant d'aller explorer seul, par une journée de vacances paradisiaques, les fonds marins de la Guadeloupe ou de la Floride... Ou encore les fonds du lac où est situé votre chalet d'été! Retenez-vous, il y va peut-être de votre vie.

Par ailleurs, s'il est sage de commencer en piscine son apprentissage de plongeur durant la saison froide — afin d'être prêt à plonger en lac dès les beaux jours venus — il n'est pas impossible aux retardataires de suivre un cours accéléré en été, au lac Sacacomé, près de Louiseville. En peu de temps, pourvu que vous y mettiez l'énergie nécessaire, vous obtiendrez votre diplôme du CPAS. Et vous pourrez fréquenter les épaves des Escoumins sur la Côte-Nord et

celles du Richelieu où se plaisent à séjourner nos poissons d'eau douce. « Il ne faut pas oublier que nous avons beaucoup de voies navigables, ici, au Québec, dit Michel Lussier. Et des profondeurs acceptables... » Louis-Philippe Tétreault renchérit: « Chaque année, j'organise des plongées de groupe aux Escoumins et des descentes de rivière en apnée. C'est extraordinaire comme expérience: on se laisse porter comme un bouchon par le courant, dit-il, revêtu d'une combinaison isothermique en néopren extensible et portant palmes, tuba et masque. Le 28 avril, nous descendrons un bout du Richelieu. Le niveau de l'eau y sera très élevé. »

Selon Michel Lussier du CPAS, les Québécois seraient de super plongeurs puisque la plupart de nos écoles de plongée sont exigeantes côté technique. « Lorsque nous arrivons dans les mers du sud, dit-il en souriant, nous n'avons plus le stress... ou très peu. Nous sommes préparés à tout! » Et de me raconter son expérience de plongée sous glace, ici, en plein mois de février. Est-il mort de froid? Pas du tout. La température étant de 4 degrés C

à un pied sous la glace, le corps peut la supporter pendant quelques minutes (le plongeur a revêtu évidemment une combinaison isothermique étanche avec cagoule), le temps de jouir de la visibilité exceptionnelle qui existe sous la glace, le temps de nager sous un toit de glace, s'éloignant courageusement du trou qui le relie au monde extérieur... « On doit contrôler ses émotions pour vivre une telle expérience », dit-il. Mais ça n'est pas vraiment dangereux puisqu'un cordon de sécurité nous relie à la surface en tout temps. »

« J'aime reculer les frontières de mes trottoirs! » a dit finalement Lussier, tandis que j'observais Normand Cyr nous signifier calmement par un geste de la main qu'il n'avait plus d'air et qu'il devait remonter à la surface de la piscine.

Il existe une dizaine d'écoles de plongée en périphérie de Montréal. N'hésitez pas à téléphoner à la Fédération québécoise des activités subaquatiques qui se fera un plaisir de guider vos pas dans le monde enchanté de la plongée. (514) 374-4700.

Revivez cent ans d'actualités



LA PRESSE, en voulant faire partager à ses lecteurs les immenses richesses documentaires accumulées au cours de son existence, a publié durant son Année centenaire, sous le titre « Cent ans d'actualités », une page quotidienne consacrée au rappel des événements qui, à la même date, avaient fait l'actualité au cours des cent années précédentes.

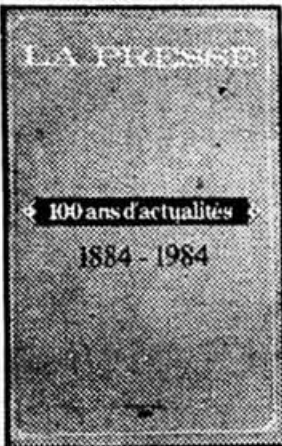
**GRAND
FORMAT**
25 cm x 38 cm

Ce magnifique album de 25 cm x 38 cm rassemble les 307 pages qui ont été publiées entre le 21 octobre 1983 et le 20 octobre 1984, date officielle des cent ans de LA PRESSE, plus un index chronologique et un index thématique des événements.

EN VENTE PARTOUT

Également disponible:

ÉDITION CARTONNÉE DE LUXE
personnalisée en lettres d'or au prix de 49,95*
Quantité limitée, commandes téléphoniques seulement.
*Prix unique. Pas de réduction sur cette édition.



OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉ(E)S DE LA PRESSE: 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

501

À retourner aux:

Éditions La Presse Ltée
44 ouest, Saint-Antoine
Montréal, H2Y 1J5

Veillez me faire parvenir () exemplaire(s) de « Cent ans d'actualités », au prix de 24,95\$ chacun, plus 1\$ de frais de poste et de manutention.

Je suis abonné(e) à LA PRESSE. Veuillez me faire parvenir () exemplaire(s) de « Cent ans d'actualités » au prix de 19,95\$ l'exemplaire, plus 1\$ de frais de poste et de manutention.

N° d'abonné(e).....
IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.

Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

MASTERCARD N°.....exp.....

VISA N°.....exp.....

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL..... TEL.....

TOTAL.....\$

CI-JOINT.....\$ (Plus 1\$ pour frais de poste et de manutention)

Service rapide et efficace

285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9 h à 16 h.

Prière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

Comptoir de vente: 44 ouest, Saint-Antoine

**COMMANDEZ
PAR
TÉLÉPHONE**